

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MARDI 22 FÉVRIER 2011

DINSdag 22 FEBRUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 30 par Mme Sarah Smeyers, présidente.

01 Question de M. Jef Van den Bergh au ministre de la Justice sur "le paiement des amendes de roulage par la société" (n° 2322)

01.01 Jef Van den Bergh (CD&V): L'article 492*bis* du Code pénal définit les sanctions infligées aux administrateurs des personnes morales qui utilisent directement ou indirectement des biens ou des crédits de la personne morale au détriment de la personne morale ou de tiers. L'article qui règle l'abus de biens sociaux s'inspire du modèle français. Dans ce pays, contrairement à la Belgique me semble-t-il, il a généré une importante jurisprudence.

En Belgique, l'imputation par les entreprises des amendes de roulage au titre de frais est une pratique courante qu'il faut oser remettre en question.

Un chauffeur est responsable de son comportement et doit subir les conséquences de ses actes, sans quoi les amendes de roulage perdent leur caractère préventif et dissuasif. On peut se demander si l'article 492*bis* du Code pénal peut être invoqué pour mettre fin à ces pratiques.

Le permis à points constituerait un autre moyen de sensibilisation adéquat et susceptible d'éviter la récidive. Selon le secrétaire d'État à la Mobilité, nous attendons les arrêtés d'exécution et la mise en place d'un système informatique par les SPF Mobilité et Justice. Le permis à points pourrait voir le jour en janvier 2012.

L'article 492*bis* du Code pénal s'applique-t-il aux amendes de roulage payées par une société? Où en est le dossier de l'instauration du permis à points?

01.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le délit visé à l'article 492*bis* requiert la combinaison de cinq éléments constitutifs.

Les trois dernières conditions, à savoir le préjudice significatif causé aux intérêts de la personne morale, de ses créanciers ou de ses associés, l'usage à des fins personnelles, directement ou indirectement, et l'intention frauduleuse, ne sont pas si aisément remplies. Un chauffeur qui se voit infliger une amende de roulage dans le cadre de l'exercice de sa profession peut répercuter cette amende sur la personne morale en vertu de l'article 5 du Code pénal. En fonction de l'appréciation du juge, certains faits seront ou non considérés comme un préjudice substantiel pour la société.

Le système Mac devrait être mis en place d'ici le milieu de cette année. Cette échéance est toutefois purement indicative. Par ailleurs, un sous-projet doit assurer la connexion entre Mac – le système de gestion des éléments du dossier utilisé dans les greffes et parquets de police – et la banque de données des permis de conduire au sein du SPF Mobilité.

Le sous-projet ne pourra être réalisé que lorsque l'automatisation des tribunaux de police aura été finalisée. La connexion permettra d'intégrer rapidement les changements de statut dans la banque de données des permis de conduire par l'intermédiaire des parquets. Les personnes qui consulteront alors la banque de données obtiendront des informations récentes. La phase de test est en cours.

Les tribunaux et les parquets de police devraient être automatisés pour la mi 2011. Dès que ce sera le cas

partout, ils pourront être connectés à la banque de données.

01.03 Jef Van den Bergh (CD&V): Je me félicite que l'on suive l'échéancier inscrit dans la note de politique du secrétaire d'État.

J'ai cru comprendre que les sociétés pourront toujours payer les amendes de roulage des travailleurs. Nous devons examiner ce problème plus en profondeur et éventuellement formuler des propositions.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- **M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "la loi sur les armes" (n° 2396)**

- **M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "l'enregistrement des armes dans le Registre central des armes" (n° 2397)**

02.01 Raf Terwingen (CD&V): La loi sur les armes dispose que le banc d'épreuves d'armes à feu doit apposer un numéro national d'identification unique sur chaque arme à feu. Qu'en est-il des armes importées depuis l'étranger? Le propriétaire devra-t-il se rendre à Liège ou peut-il s'adresser au commerçant?

Les détenteurs d'une arme étaient tenus d'en faire abandon auprès des services de police et de la faire neutraliser avant le 31 octobre 2008 ou de demander une autorisation. L'instauration d'une période de régularisation ne serait-elle pas opportune pour permettre aux personnes qui hériteraient d'une arme de pouvoir la garder légalement?

02.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Seule une partie des armes à feu qui auraient dû être déclarées au plus tard fin octobre 2008 l'ont été réellement. L'idée d'une nouvelle régularisation n'est toutefois pas opportune car elle requiert une nouvelle modification de la loi et constituerait par ailleurs un signal négatif. D'autre part, les propriétaires d'armes qui ont accompli les démarches nécessaires dans les délais prescrits pourraient se sentir lésés. Il demeure cependant possible de céder volontairement des armes illégales. Les personnes qui n'ont pour le reste rien à se reprocher ne seront pas poursuivies, mais devront néanmoins s'acquitter d'une transaction.

L'arrêté royal du 10 octobre 2010 prévoit une série de règles complémentaires en vue d'assurer la traçabilité des armes à feu en circulation dans notre pays. Ces dispositions complètent les règles existantes comme l'enregistrement des armes à feu détenues par des particuliers au Registre central des armes.

L'acheteur d'une arme à l'étranger doit accomplir personnellement toutes les formalités requises. Il doit de plus soumettre l'arme au banc d'essai qui attribue à l'arme le numéro international unique exigé et l'inscrit au Registre central des armes. La personne qui commande une arme à l'étranger par l'intermédiaire d'un armurier ne doit pas accomplir personnellement ces formalités. C'est l'armurier qui s'en charge.

L'intervention du banc d'essai est exigée pour garantir la qualité du contrôle et de l'immatriculation. Je concède que l'existence d'un seul banc d'essai situé à Liège n'est pas idéale. Dès que les Régions auront remplacé la réglementation actuelle par leurs propres décrets, la réglementation pourra être évaluée.

Il faut en outre opérer une distinction entre les nouvelles demandes, les demandes de renouvellement et les demandes de régularisation d'un permis de détention d'arme.

L'article 48 de la loi sur les armes prévoit que les autorisations de détention d'armes délivrées plus de cinq ans avant l'entrée en vigueur de la présente disposition sont caduques si elles ne font pas l'objet d'une demande de renouvellement au plus tard le 31 octobre 2008. A contrario, cela signifie que si le renouvellement a été demandé à temps, l'autorisation de détention existante reste valable jusqu'à ce que le gouverneur compétent ait pris une décision. Il est stipulé au même article 48 que l'article 31 ne s'applique pas aux demandes de renouvellement. Le gouverneur n'est donc pas lié par les délais prévus à l'article 31. Le même principe vaut, en vertu de l'article 44, pour les demandes de régularisation.

La majorité des arriérés dans quasi toutes les provinces relève de cette dernière catégorie et en pratique, les demandeurs ne se heurtent donc qu'à peu d'entraves.

Les nouvelles demandes sont régies par l'article 11 et les demandeurs ne peuvent acquérir l'arme en question qu'après que l'autorisation de la détenir leur a été délivrée. Conformément à l'article 31 de la loi sur les armes, le gouverneur compétent dispose, pour ces demandes-là, d'un délai de quatre mois pour prendre une décision. Ce délai peut être prolongé de six mois, ce prolongement étant unique et devant être motivé. Si le gouverneur n'a pas pris de décision à temps, l'intéressé peut interjeter appel auprès du ministre de la Justice. Les services de mon département ont été chargés de traiter ces demandes par priorité.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "les activités organisées à la prison de Saint-Gilles" (n° 2426)

03.01 Sonja Becq (CD&V): Dans les domaines de la formation et de l'emploi, il existe une grande disparité en matière de politique pénitentiaire. Les activités proposées par la prison de Saint-Gilles par exemple sont rares, contrairement à Louvain. Cette différence serait due notamment à un protocole en vertu duquel la direction devrait obtenir l'accord des organisations syndicales pour organiser certains programmes de formation.

Quels sont les critères de décision pour régler l'offre de formations et d'activités? Chaque établissement pénitentiaire est-il autonome en la matière et des accords doivent-ils être respectés? À la prison de Saint-Gilles, les organisations syndicales peuvent-elles effectivement participer à la décision sur le choix du programme de formations proposées aux détenus? Quelle est la raison d'être de ce protocole et quelle est sa durée de validité?

03.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): L'offre de formations et d'activités dépend en effet dans une assez large mesure des directions locales des prisons. La population carcérale ainsi que les circonstances spécifiques de la détention peuvent également jouer un rôle à cet égard.

De nombreuses activités sont organisées en collaboration avec les Communautés. La Communauté flamande a élaboré un plan stratégique en la matière. De plus, toujours en Flandre, chaque prison dispose d'un collaborateur stratégique compétent en matière d'offre de formations et d'activités. En Communauté française, les établissements collaborent généralement avec des associations locales ou supralocales. Il a cependant été convenu en décembre 2010 que les ministres communautaires et régionaux dont relèvent ces compétences mèneraient une politique plus active dans les prisons de Bruxelles et du Sud du pays.

Le protocole local conclu en 2003 avec les syndicats par le comité de concertation de base de la prison de Saint-Gilles garantissait une formation de base, des formations informatiques et des cours en vue de l'obtention du permis de conduire. Cet accord a été conclu pour mettre fin à une longue grève. Un nouveau protocole conclu le 13 décembre 2010 dispose que la direction doit mettre en place une organisation bien huilée basée sur le respect des accords et sur l'implication de tous. Ce protocole ne mentionne aucune date de caducité. Rien ne nous empêche d'évaluer et de corriger des accords du passé.

La situation est dès lors très différente d'une prison à l'autre.

03.03 Sonja Becq (CD&V): Si nous jugeons importante la réinsertion sociale des anciens détenus, il me paraît également essentiel de proposer un certain nombre de programmes de base. En outre, il apparaît que le nombre d'activités organisées en milieu carcéral est déterminant pour les relations interpersonnelles dans les prisons.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "le corps de sécurité" (n° 2429)

04.01 Sonja Becq (CD&V): Chaque jour, ce sont des dizaines de détenus qui sont transférés pour comparaître devant le tribunal. L'évaluation du risque pour la sécurité de ces transports est un point délicat. À cet effet, une banque de données serait créée, que les agents de sécurité pourraient consulter afin de pouvoir mesurer les risques.

Comment sécuriser au maximum ces transfèrements? Le ministre reconnaît-il la faiblesse d'un corps de sécurité non armé? Comment ces agents sont-ils informés du profil des inculpés à transférer? Où en sont les discussions au sein du groupe de travail qui s'occupe de cette question? Ne pourrait-on pas organiser le transport en sens inverse, en ce sens que ce serait le tribunal qui ferait le déplacement et non pas le détenu?

04.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le corps de sécurité a été créé en 2003 pour décharger la police du transfert de détenus, tout le monde s'accordant pour dire que celui-ci ne relevait pas du travail policier proprement dit. Il a été décidé que cette tâche pouvait être assurée par le corps de sécurité pour autant qu'elle ne présente aucun risque pour la sécurité. C'est toujours la police qui juge de cet aspect et assume l'entière responsabilité des dossiers plus lourds. À mesure que le risque diminue, les transferts sont assurés par le corps de sécurité. Il devient de plus en plus évident que le corps de sécurité devra être développé en tant que corps spécialisé. Aujourd'hui, il n'existe qu'un corps restreint dans quelques prisons, mais il faudra décider d'en poursuivre le développement.

Nous tentons d'optimiser la collaboration entre la police et le corps de sécurité pour assurer la sécurité de chaque transfert. La police effectue la sélection et évalue le risque. À cet effet, les banques de données de la police et des établissements pénitentiaires sont reliées entre elles pour affiner l'analyse de la menace. Un projet pilote sera lancé à Gand et nous espérons qu'il permettra d'améliorer le fonctionnement du système. La question de savoir si le corps de sécurité doit être armé ou non devra faire l'objet d'un débat. La police est en effet de moins en moins encline à effectuer ces tâches, mais leur réaffectation doit s'opérer progressivement. Un budget devra être dégagé à cet effet dans la mesure où les besoins en personnel, équipement et formation vont s'accroître.

04.03 Sonja Becq (CD&V): Qu'en est-il du calendrier du projet pilote à Gand et quand sera-t-il procédé à une évaluation?

04.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le projet pilote commence au printemps. Je propose de revenir sur ce sujet en mai ou en juin, lorsqu'il y aura un nouveau gouvernement. Nous pourrions nous pencher sur l'évolution du projet à ce moment.

L'incident est clos.

05 Question de M. Rachid Madrane au ministre de la Justice sur "les problèmes d'organisation du siège et l'arriéré judiciaire bruxellois" (n° 2486)

05.01 Rachid Madrane (PS): Une juge siégeant au tribunal de première instance de Dinant va être affectée à la cour d'appel de Bruxelles. Les procès dans lesquels elle siégeait devront donc reprendre depuis le début. Sous prétexte de résorber l'arriéré bruxellois, on creuse ainsi l'arriéré judiciaire ailleurs.

Quelles sont les procédures à respecter lors de la mutation d'un magistrat? Tient-on compte des affaires auxquelles le magistrat a pris part? L'arrêté royal portant statut, carrière et statut pécuniaire du personnel judiciaire ne devrait-il pas être adapté?

05.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): La nomination d'un magistrat de première instance à un poste de magistrat de cour d'appel n'est pas une mutation, c'est une nomination. Les articles 259^{ter} et 259^{quater} du Code judiciaire prévoient le délai à respecter à chaque étape de la procédure de nomination ou de promotion d'un magistrat. Il ne peut être tenu compte, durant cette période, d'autres éléments qui pourraient mettre en danger le respect des délais fixés.

Après la publication de la nomination, il appartient au chef de corps de se concerter pour prendre des mesures et éventuellement tenir compte, pour la fixation de la date de la prestation de serment, des affaires auxquelles le magistrat aurait pris part avant sa nomination.

Dans l'affaire à laquelle vous faites allusion, les procédures en récusation de certains juges et les procédures en dessaisissement ont retardé la fixation de ce procès. Les prestations de serment ne peuvent être retardées indéfiniment.

Le dossier a été remis au 14 février 2011 et il faudra probablement un nouveau report en fonction de l'évolution des autres procédures en cours. Le tribunal sera nouvellement composé à cette date, compte tenu de la prestation de serment de Mme Béatrice Chapeau devant la cour d'appel de Bruxelles. Les débats seront repris *ab initio*.

C'est seulement avec la remise de la prestation de serment que l'on peut "jouer" un peu, mais pas pour le reste.

Je pense comme vous que ce serait une bonne idée de prévoir une exception, pour que quelqu'un qui a été nommé dans un autre tribunal puisse faire le suivi des dossiers qu'il a entamés.

05.03 Rachid Madrane (PS): Certaines nominations ressemblent parfois étrangement à des mutations. J'invite à compléter la législation en ce sens. La date des nominations ne devrait pas obérer les affaires en cours.

L'incident est clos.

06 Question de M. Theo Francken au ministre de la Justice sur "la politique à l'égard des malfaiteurs illégaux" (n° 2492)

06.01 Theo Francken (N-VA): La situation des délinquants en séjour illégal dans notre pays est très imprécise, que ce soit dans la loi ou sur le terrain. Certains sont expulsés, d'autres sont incarcérés et d'autres encore sont remis en liberté. À Anvers, à en croire *De Standaard*, des centaines de trafiquants de drogues ont été arrêtés en l'espace de quelques années, mais à peine trois ou quatre ont été expulsés et rapatriés dans leur pays d'origine. Les autres circulent en toute liberté ou purgent leur peine.

La politique d'expulsion suscite d'énormes frustrations dans les rangs de la police aéroportuaire. Les illégaux qui choisissent de purger leur peine dans leur pays d'origine, une fois arrivés à destination descendent souvent de l'avion sans qu'aucun représentant de la Justice ou de la police ne soit là pour les accueillir.

J'aurais voulu obtenir un historique annuel depuis 2000 par sexe, par nationalité et par établissement pénitentiaire du nombre de détenus en séjour illégal en Belgique. Quand ces délinquants en séjour illégal sont-ils expulsés et quand doivent-ils purger leur peine dans notre pays? Une concertation est-elle organisée avec l'Office des Étrangers? Existe-t-il un protocole de coopération?

Quelle garantie a-t-on qu'un illégal qui choisit de purger sa peine dans son pays d'origine le fera réellement? Quel a été depuis 2000, le nombre de rapatriés? J'aurais souhaité un récapitulatif annuel, par sexe et par pays d'origine.

Le ministre souscrit-il au principe qui veut que, jusqu'à leur expulsion, les auteurs de délits graves restent en prison plutôt que dans des centres fermés? Pour autant bien entendu que les délais ne soient pas trop longs.

Comment se déroule la coopération avec l'Office des Étrangers si celui-ci veut expulser l'intéressé après qu'il a purgé sa peine? Est-il exact que l'Office des Étrangers ne peut pas faire maintenir un malfaiteur en prison en attendant son expulsion et le ministre prévoit-il, dès lors, de prendre une initiative législative?

Comment faire en sorte d'expulser plus vite les dangereux criminels qui séjournent au centre 127bis à Steenokkerzeel? Ne serait-il pas possible de les garder en prison au lieu de les accueillir dans un centre fermé?

06.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Je suis compétent pour l'exécution des peines. Il ne ressortit pas à ma compétence de déterminer le statut administratif des détenus. C'est la tâche de l'Office des Étrangers, qui a une vision complète en matière d'entrée et de séjour des étrangers, ainsi qu'en matière de politique d'éloignement.

Les chiffres sont disponibles auprès de l'Office des Étrangers et je les ai aussi apportés.

La difficulté consiste évidemment à accorder le statut de condamné qui séjourne en prison et le statut

d'illégal qui a reçu l'ordre de quitter le territoire. Un ordre de quitter le territoire n'influence pas la procédure d'exécution de la peine.

Pour les données statistiques relatives aux rapatriements, je vous renvoie à M. Wathelet. La question essentielle est de savoir quel traitement il y a lieu de réserver aux étrangers qui ont purgé leur peine. Des réunions ont été organisées pour affiner les procédures.

Si un condamné arrive en fin de peine, l'Office des Étrangers doit en être informé. Dans la pratique, cette personne reste souvent en prison, alors qu'elle devrait être prise en charge par l'Office des Étrangers. Un condamné ayant purgé sa peine n'a plus sa place dans une prison. Il importe d'en informer l'Office des Étrangers en temps utile. La coordination n'est pas toujours optimale. Le nombre de dossiers concernés est limité.

Les 750 étrangers en détention préventive constituent le problème principal. Certains d'entre eux font déjà l'objet d'un ordre de quitter le territoire, d'autres pas. Une bonne communication avec l'Office des Étrangers est essentielle à cet égard. Nous y travaillons.

Nous pouvons fournir l'information, mais il appartient au juge d'instruction et à la chambre du conseil de statuer sur la fin de la détention préventive.

La prison n'est pas un lieu adéquat pour accueillir des étrangers en attente d'une décision. Cette fonction ne figure pas au nombre des tâches dévolues à la Justice.

Nous devons nous poser la question fondamentale de savoir si nous devons maintenir dans le pays une personne en séjour illégal qui sort de détention préventive jusqu'à ce que le dossier soit traité quant au fond. Ce délai peut s'élever à deux ou trois ans. Maintenir ces étrangers en détention préventive ne constitue pas une option valable; en effet, ce type de détention n'a pas été conçu à cet effet.

À mon avis, il convient en pareil cas d'avertir l'Office des Étrangers. Ce dernier doit sélectionner les dossiers à traiter en priorité. Il s'y emploie d'ailleurs actuellement.

Dans l'hypothèse où l'Office des Étrangers procède à une expulsion rapide, nous sommes évidemment confrontés à l'éventualité qu'une personne qui est retournée dans son pays d'origine doive comparaître devant le tribunal deux ou trois ans plus tard. À cet égard, nous sommes face à un dilemme politique.

Je suis disposé à prendre part à un éventuel débat à ce sujet mais je refuse que l'administration pénitentiaire soit le lieu où chaque illégal doit être détenu. Les prisons sont déjà surpeuplées. Nous devons informer le plus possible l'Office des Étrangers afin de lui permettre de faire son travail.

06.03 Theo Francken (N-VA): La réponse du ministre me déçoit mais elle est correcte sur un point: la question capitale est de savoir si nous devons faire en sorte que les illégaux doivent suivre jusqu'au bout la procédure pénale ou si nous devons au contraire procéder le plus rapidement possible à leur expulsion.

06.04 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Tous les illégaux qui se trouvent en prison n'ont pas reçu un ordre d'expulsion. Beaucoup d'entre eux s'y trouvent sans titre de séjour.

06.05 Theo Francken (N-VA): De deux choses l'une: soit ces personnes doivent quitter le territoire, soit elles doivent recevoir un droit de séjour pour encore quelques années en attendant leur peine. Elles ne peuvent rester en prison pendant tout ce temps-là. Le débat à ce propos fait rage aux Pays-Bas ainsi que dans d'autres États membres de l'Union européenne. Pour ma part, j'estime que ces personnes doivent quitter le territoire.

En septembre, j'avais déjà demandé un récapitulatif annuel du nombre d'illégaux détenus dans les prisons belges. Je n'ai toujours pas reçu de réponse.

Pour moi, c'est carrément la bouteille à encre en ce qui concerne l'existence de ces chiffres. Tient-on ou non une comptabilité des personnes qui possèdent et ne possèdent pas un titre de séjour en Belgique?

06.06 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): S'agissant des illégaux, je reçois ces chiffres avec ou sans titre mais l'information relative à la question de savoir si un ordre de quitter le territoire a été donné ou non n'est pas incluse dans les statistiques.

06.07 Theo Francken (N-VA): Si on constate en prison que quelqu'un s'y trouve sans titre de séjour, cela signifie, soit qu'il a reçu cet ordre, soit qu'il le recevra. Dans ces conditions, est-il si difficile pour la Justice de passer un coup de fil à l'Office des Étrangers?

Ai-je bien entendu? Il y aurait 750 cas? Ou s'agit-il uniquement de ceux qui sont en détention préventive?

06.08 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Ces 750 personnes sont des étrangers sans titre détenus préventivement. Le nombre de personnes sans titre qui étaient arrivées au terme de leur peine et qui avaient été condamnées était nettement plus limité. À ce moment-là, elles étaient au nombre de 75. J'avais demandé combien, parmi ces personnes, sont arrivées au terme de leur peine.

06.09 Theo Francken (N-VA): Je redéposerai cette question par écrit.

Avant, on ne s'opposait jamais à une prolongation de la peine d'emprisonnement en attendant le vol de rapatriement.

Les centres fermés pour illégaux voient aujourd'hui affluer de graves délinquants qui pourrissent l'ambiance et ne reculent devant aucune violence. La situation à Steenokkerzeel a donc totalement dégénéré.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Els Demol au ministre de la Justice sur "Fordulas" (n° 2500)

07.01 Els Demol (N-VA): Fordulas a été lancé le 7 juin 2010; il s'agit d'un département de psychiatrie légale pour jeunes au sein du Centre psychiatrique universitaire de la KULeuven, campus Kortenberg. Cette unité dispense des soins à des jeunes souffrant de troubles psychiatriques et de problèmes comportementaux et soumis à une mesure de justice. Il a été décidé récemment de créer quatre places supplémentaires au sein de Fordulas, le nombre total de places étant ainsi porté à douze.

Comme l'établissement fermé pour jeunes De Grubbe, le projet est situé sur le territoire de la zone de police HerKo et la présence des deux établissements entraîne un surplus de travail pour la police locale. Aucune concertation n'a pourtant eu lieu.

Présidente: Sophie De Wit.

L'augmentation du nombre de places Fordulas est-elle intervenue à la suite d'une évaluation positive du projet FOR-K? Pourquoi aucune concertation n'a-t-elle eu lieu avec la police locale? La police locale est-elle suffisamment formée pour rencontrer de tels patients souffrant de troubles psychiatriques? Le personnel de Fordulas est-il suffisamment formé pour s'occuper de ces jeunes criminels?

07.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Une UTI est une Unité de Traitement Intensif qui peut accueillir tant des mineurs en situation éducative difficile que des mineurs qui ont déjà commis des faits qualifiés d'infraction. Un projet FOR-K est en principe uniquement accessible à des jeunes qui ont déjà commis des faits qualifiés d'infraction. Le projet Fordulas est cependant un projet FOR-K UTI, où des jeunes appartenant aux deux catégories précitées peuvent être admis. L'évaluation est actuellement interrompue.

Lors du lancement du projet, les magistrats de la jeunesse de l'arrondissement de Louvain ainsi que la police locale ont été informés du fonctionnement et des finalités de cette unité. Depuis le démarrage du projet, la police locale n'a dû se charger du transfert d'un jeune qu'à trois reprises. Fordulas n'héberge pas de jeunes ayant commis des faits qualifiés d'infraction grave. Il s'agit d'une unité fermée avec reprise de contact progressive avec la liberté. Les jeunes n'y entrent et n'en sortent donc pas comme dans un moulin, mais sont accompagnés en permanence par le personnel.

Le personnel du Centre psychiatrique universitaire de Kortenberg est me semble-t-il qualifié pour assurer la

guidance des jeunes concernés. Il n'y a aucune raison de douter de l'aptitude de l'équipe multidisciplinaire à gérer ces jeunes et le personnel jouit donc de toute ma confiance.

07.03 Els Demol (N-VA): Il ne s'agissait pas uniquement de trois transferts de jeunes. La police a également dû intervenir parce que le personnel ne parvenait pas à ramener des jeunes récalcitrants à l'intérieur de l'établissement. La formation présente manifestement des lacunes, tant en ce qui concerne les policiers qui ignorent quel comportement adopter avec des patients psychiatriques qu'en ce qui concerne le personnel qui ne sait comment aborder des jeunes très agressifs. J'espère qu'une nouvelle concertation aura lieu prochainement et que la police y sera associée.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Maya Detiège au ministre de la Justice sur "l'exécution des peines adressée aux victimes" (n° 2533)

08.01 Maya Detiège (sp.a): De nombreuses victimes de faits de violence ne connaissent pas leurs droits parce qu'elles ne comprennent pas les courriers qu'elles reçoivent de la justice. Tout le monde ne sait pas ce qu'est un parquet ou une chambre du conseil. Les courriers sont par ailleurs rédigés dans un style archaïque.

Qui rédige les courriers? Quel pourcentage des victimes réagit aux lettres? Combien de clients une maison de justice accompagne-t-elle? Quel pourcentage des victimes ce chiffre représente-t-il? Combien de victimes se constituent-elles partie civile? Que pense le ministre de l'idée de désigner deux conseillers en communication dans chaque tribunal pour que les victimes comprennent mieux la procédure? Le ministre prendra-t-il une initiative en ce sens?

08.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Ces dernières années, une attention particulière a été portée à la position des victimes. Je songe par exemple à l'indemnisation financière, aux services d'assistance aux victimes, aux assistants de justice et aux protocoles de coopération avec les Communautés. Le droit à l'information demeure évidemment fondamental tout au long de la procédure pénale. Cet aspect est probablement susceptible d'amélioration. Sous la présidence européenne, nous avons mené un vaste débat sur la *letter of rights*, la formulation simple et accessible des possibilités juridiques dont dispose tout un chacun.

Il y a quelques années, le Collège des procureurs généraux a déjà créé, au sein du réseau d'expertise pour une politique en faveur des victimes, un groupe de travail chargé de se pencher sur l'information des victimes. Les conclusions de ce groupe de travail ont été consignées dans une circulaire de 2009 qui instaure les "attestations de dépôt de plainte". Ces attestations sont automatiquement générées par les systèmes informatiques de la police lors de l'établissement d'un procès-verbal. Elles mentionnent les principales informations de façon lisible et transparente. Des non-spécialistes en ont évalué la lisibilité et la pertinence. Il y est également fait référence à des brochures et des sites internet, où l'accent est également mis sur la lisibilité.

Une circulaire de 2007 émanant du Collège des procureurs généraux comprend un modèle de lettre aux victimes concernant la fixation devant le tribunal correctionnel. Le travail se poursuit sur ce plan. Le réseau d'expertise se penche actuellement sur les lettres des parquets aux victimes. Si la lisibilité est un élément important de ces courriers, l'exactitude des informations sur le plan juridique revêt bien évidemment un caractère tout aussi essentiel. Il n'est pas aisé de convertir le jargon juridique dans un langage compréhensible.

La police, le parquet et la maison de justice d'Anvers organisent des réunions-bilans avec les victimes et les auteurs. Les trois sessions de ce type qui ont eu lieu à l'automne 2010 se sont bien déroulées. Toutefois, le nombre de victimes s'étant déplacées jusqu'au Service d'accueil des victimes est resté faible en dépit des attestations fournies lors de la rédaction d'un procès-verbal. Rédigées en fonction des besoins des victimes, ces attestations mentionnent en effet l'offre de services proposés par cette structure d'accueil des victimes. Nous devrions peut-être adresser un courrier aux victimes afin de leur rappeler cette offre. L'afflux massif d'informations que doivent traiter les victimes au cours des premiers instants qui suivent un délit rend difficile toute analyse claire de la situation. À la demande du parquet, la maison de justice d'Anvers a développé une nouvelle méthodologie pour répondre à ce problème. Les victimes reçoivent un courrier les invitant à se

rendre au Service d'accueil des victimes.

J'apprécie largement l'initiative anversoise. La procédure visant à informer les victimes de façon systématique et intégrée de l'offre existante n'est officiellement entrée en vigueur que le 1^{er} février 2011. Il est donc prématuré d'annoncer des chiffres.

08.03 Maya Detiège (sp.a): Une communication de qualité commence par l'envoi de courriers simples et clairs, rédigés dans un langage compréhensible pour tous. Je ne suis pas vraiment rassurée d'apprendre que des initiatives ont déjà été prises par le passé pour améliorer la communication. Il faut que des spécialistes reformulent certaines phrases en langage courant.

L'incident est clos.

09 Questions jointes de

- **M. Daniel Bacquelaine** au ministre de la Justice sur "l'installation d'une école musulmane radicale à Borgerhout" (n° 2547)

- **M. Bert Schoofs** au ministre de la Justice sur "l'école du soir Dar al-Hadieth de Borgerhout" (n° 2587)

09.01 Daniel Bacquelaine (MR): La presse a évoqué l'installation d'une école musulmane radicale à Borgerhout, dispensant des cours d'arabe et de religion. Cette école porte le nom d'une fondation yéménite extrémiste, et deux enseignants semblent liés à un centre au Yémen, creuset de fanatisme religieux de type "Al-Qaïda".

Comment le fédéral peut-il éviter que ne se développent sur notre territoire des activités menaçant la sûreté de l'État et la pérennité de l'ordre démocratique? Des infractions ont-elles été constatées? Des enquêtes sont-elles en cours?

Lorsqu'une telle école s'installe dans une commune, les autorités communales peuvent-elles s'adresser à la Sûreté de l'État afin d'obtenir des informations sur les risques éventuels? L'Organe de coordination pour l'analyse de la menace peut-il remettre un avis aux autorités compétentes dans ce domaine?

09.02 Bert Schoofs (VB): Je me rallie à l'analyse et aux questions de M. Bacquelaine. Je me réjouis de voir que l'on s'intéresse aussi dans la partie francophone du pays au fondamentalisme émergeant en Flandre.

09.03 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Mes services m'ont informé de la création de l'école Dar al-Hadieth à Borgerhout. Sur le plan idéologique, cette école se situe dans le salafisme et le wahabisme, qui sont deux courants réactionnaires de l'islam contemporain. Nous assurerons un suivi de ce dossier et je suppose que la Sûreté de l'État en fait de même.

(*En français*) La Sûreté de l'État ne peut s'exprimer sur des enquêtes en cours. Si elle constate, dans l'exercice de ses fonctions, des infractions, elle en informe les autorités compétentes. Les autorités communales peuvent contacter la Sûreté, si elles le jugent utile.

La Sûreté s'efforce d'ailleurs de renforcer ses liens avec les autorités locales, afin d'être plus efficace, le cas échéant, dans un dossier comme celui-ci.

Comme prévu dans la loi relative à la menace du 10 juillet 2006, l'OCAM est responsable en matière de terrorisme et d'extrémisme. Pour évaluer la menace éventuelle de l'école musulmane à Borgerhout, l'OCAM a demandé, le 2 février, des informations supplémentaires à ses services d'appui: la Sûreté de l'État, la police fédérale et le CGRA. Sur la base de leur réponse, l'OCAM procédera à une analyse de la menace.

(*En néerlandais*) L'OCAM a demandé des informations complémentaires et réalisera une analyse sur la base de ces informations.

09.04 Daniel Bacquelaine (MR): Il faudrait prévoir une procédure standardisée, permettant aux communes de prendre contact avec la Sûreté au cas où une école de ce type s'installerait sur son territoire. La plupart des communes ignorent les procédures à suivre en cas de doute ou de crainte dans ce domaine.

09.05 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Cela a été fait: la Sûreté de l'État a organisé des sessions pour informer les autorités locales sur la loi, les possibilités et les contacts éventuels en cas de doute sur l'aspect terrorisme.

09.06 Bert Schoofs (VB): Il ne s'agit évidemment pas d'une école qui souscrit à nos normes de civilisation. Nous devons éviter que cette école ne devienne une sorte de centre de formation et que la sécurité ne soit compromise. C'est sur cela que la Sûreté de l'État doit se concentrer, plutôt que de pourrir la vie dure à des organisations ou partis politiques belges.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Justice sur "la justice internationale à l'égard de la Tunisie" (n° 2576)

10.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Le ministre tunisien de la Justice aurait lancé un mandat d'arrêt international contre Ben Ali et certains de ses proches, poursuivis pour acquisition illégale de biens et transferts illicites de devises à l'étranger. Six membres de la garde présidentielle font également l'objet d'une enquête.

Dans le cas où l'une de ces personnes viendrait à se réfugier sur notre territoire, quelles seraient les obligations de la Belgique face à ces mandats d'arrêt? Ne serait-il pas opportun que vous fassiez usage de votre droit d'injonction positive dans le cadre de la loi de compétence universelle? Certaines de ces personnes doivent répondre de crime contre l'humanité, comme le demande le peuple tunisien. Pourrait-on œuvrer en vue d'une adhésion rapide de la Tunisie à la CPI? Pourrait-on envisager la création d'un tribunal spécial international pour la Tunisie? Avez-vous eu des contacts à ce sujet avec votre homologue tunisien?

10.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Il existe entre la Belgique et la Tunisie une convention bilatérale d'extradition, qui permet à la Tunisie d'adresser à la Belgique une demande d'extradition sur base d'un mandat d'arrêt international. Une telle demande, qui doit répondre à des conditions de fond et de forme, doit faire l'objet d'un examen conformément à la convention, à la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions et à la jurisprudence nationale et internationale. Préalablement, la Tunisie peut solliciter l'arrestation provisoire de personnes dont elle souhaite obtenir l'extradition. Cette demande doit répondre aux conditions de forme et de fond énoncées par les dispositions précitées. C'est le ministre de la Justice qui prend la décision d'extrader, après avis de la chambre des mises en accusation.

En ce qui concerne la compétence des juridictions belges de connaître des crimes contre l'humanité, elle est envisageable si les faits incriminés sont qualifiés de crimes contre l'humanité tels que définis à l'article 136^{ter} du Code pénal. À ce titre, les faits reprochés doivent relever d'une attaque généralisée ou systématique contre une population civile. Les poursuites ne peuvent être engagées qu'à la requête du procureur fédéral qui apprécie les plaintes éventuelles. Par ailleurs, la compétence de la juridiction belge est limitée à l'égard des personnes bénéficiant d'une immunité en vertu du droit international.

La Tunisie n'est pas partie au Statut de Rome de la Cour pénale. Selon les informations disponibles, le gouvernement intérimaire de Tunisie a fait part de son intention d'accéder au Statut de Rome ainsi qu'à divers autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

La Cour n'aurait compétence que pour les crimes commis après l'entrée en vigueur du Statut pour la Tunisie, soit le premier jour du mois suivant le soixantième jour après le dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Toutefois, le Statut de Rome permet aux États de déroger à cette règle en faisant une déclaration pour permettre à la Cour de connaître des crimes contre l'humanité commis à partir du 1^{er} juillet 2002.

Quant à la question d'établir un tribunal spécial pour la Tunisie, je rappelle que la CPI est une juridiction permanente à vocation universelle, compétente pour connaître des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre.

Un de ses objectifs est d'éviter la multiplication de juridictions pénales internationales *ad hoc*, car leur mise

en place est complexe.

Jusqu'à présent, je n'ai eu aucun contact avec mon nouvel homologue tunisien.

10.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Les questions sont effectivement liées. Je suis heureuse que la convention d'extradition existe entre la Belgique et la Tunisie et j'espère qu'elle pourra être actionnée si besoin est. Les tribunaux *ad hoc* étant chers, agissons pour que la Tunisie soit rapidement membre de la CPI. Il serait également souhaitable qu'on actionne l'article 62 pour que les faits commis après 2002 puissent être répertoriés si la Tunisie le demande.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Justice sur "les dispositifs d'écoute au sein du bâtiment Juste Lipse" (n° 2578)

11.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): En 2003, la presse a rapporté que des dispositifs d'écoute avaient été découverts dans le bâtiment Juste Lipse à Bruxelles. Certaines sources faisaient même allusion à un appareillage d'espionnage des services secrets israéliens.

Le Comité R a récemment édité un rapport à ce sujet. Il y fait savoir que cet épisode d'espionnage aurait fonctionné au ralenti et que le rapport aurait été bâclé par la Sûreté de l'État belge ainsi que par le procureur fédéral.

La loi adoptée voilà quelques mois modifiant l'article 47^{octies} du Code d'instruction criminelle concernant la collaboration avec des agents infiltrés étrangers aurait-elle pu changer quelque chose à cette situation? Au vu de cette loi, la Belgique aurait-elle dû être informée de cette situation? Aurait-elle pu refuser la présence d'agents du Mossad sur le territoire belge?

11.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Le contre-espionnage est une compétence de la Sûreté, mais cette dernière ne dispose ni des prérogatives, ni de l'expertise pour protéger physiquement des bâtiments contre des dispositifs d'écoute. La Sûreté n'est, en aucune façon, habilitée à sécuriser des bâtiments du Conseil.

La protection physique d'un bâtiment incombe au premier chef à l'entrepreneur chargé de sa construction et, par la suite, à son propriétaire. Les systèmes d'écoute sont fréquemment insérés dans les bâtiments dès leur construction. Nous voulons conserver la confiance de nos partenaires européens. Il serait opportun de travailler à des procédures de sécurité liées à la construction de bâtiments pouvant, par leur destination, être la cible de tentatives d'espionnage.

Il faut, selon moi, repenser cette problématique, mais jusqu'à aujourd'hui, il n'y a pas eu moyen de le faire. Pour la totalité des bâtiments des institutions européennes et d'autres institutions internationales, je crois que nous avons une responsabilité. Des procédures pourraient éviter l'installation de dispositifs d'écoute pendant la construction des bâtiments. L'Autorité nationale de sécurité pourrait apporter son expertise en la matière.

Dès que la demande en a été faite par le bureau de sécurité du Conseil, la Sûreté a immédiatement prêté son concours. La Sûreté a aussi alerté les autorités politiques. À la demande expresse du Conseil de l'Union européenne, la Sûreté n'a pas immédiatement mis au courant le parquet. Plus d'un mois après la découverte des appareils d'écoute (15 avril 2003), le Conseil a introduit une plainte auprès des autorités judiciaires belges.

Le 13 juin 2003, la Sûreté a répondu favorablement à la sollicitation du magistrat chargé de l'enquête en vue d'apporter une assistance technique.

Les prérogatives et les instruments légaux de la Sûreté sont davantage façonnés pour conduire des enquêtes proactives et sont peu adaptés pour des enquêtes réactives. Au moment de l'affaire, les moyens de collecte de renseignements à disposition de la Sûreté étaient constitués, en majeure partie, de sources ouvertes, ainsi que d'informateurs. La Sûreté ne peut donc pas auditionner de suspects.

L'enquête diligentée par la Sûreté n'a pas permis de déterminer avec certitude qui était le commanditaire des écoutes. *In fine*, même si la Sûreté n'a pas encore pris connaissance du contenu de l'enquête judiciaire, il est apparu que le parquet n'avait engagé aucune poursuite.

Entre-temps, des lois sur les méthodes spéciales de renseignement ont été adoptées. Si elles avaient été disponibles à l'époque, elles auraient pu apporter une aide certaine à l'enquête. D'autre part, la Sûreté dispose désormais d'un nouveau centre opérationnel, apte à gérer et coordonner des opérations complexes.

L'article 47octies du Code d'instruction criminelle, tel que modifié par la loi du 29 décembre 2010, dispose que seuls les membres de la direction des unités spéciales de la police fédérale sont autorisés à mettre en œuvre les techniques d'enquêtes policières particulières prévues dans le cadre d'une infiltration. Moyennant l'autorisation préalable du procureur fédéral, cette infiltration peut s'effectuer, le cas échéant, en collaboration avec des fonctionnaires étrangers compétents et spécialement formés à cet effet. Les services de maintien de l'ordre étrangers dépendent alors des autorités belges compétentes et sont placés sous leur autorité.

Ces dispositions légales ne trouvent à s'appliquer que dans le contexte d'enquêtes judiciaires et n'ont aucun rapport avec les missions de la Sûreté de l'État. Elles n'auraient rien changé à la situation précitée. Ce n'était d'ailleurs pas leur objectif.

Le nouvel article de loi est purement technique et fixe la base juridique pour toute collaboration avec des agents étrangers *undercover*. Hormis certains officiers de liaison accrédités à cette fin par leur État, les autorités belges ne sont jamais officiellement informées de la présence d'officiers de renseignements étrangers en activité sur le territoire. Il est impossible de refuser la présence d'agents étrangers comme ceux du Mossad en Belgique.

11.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): La présence des institutions européennes donnera encore lieu à des infiltrations, et nous sommes assez démunis face à cela.

L'incident est clos.

12 Questions jointes de

- **Mme Carina Van Cauter** au ministre de la Justice sur "la pénurie de magistrats au tribunal de commerce de Bruxelles" (n° 2654)
- **Mme Sophie De Wit** au ministre de la Justice sur "l'engorgement du tribunal de commerce de Bruxelles" (n° 2656)
- **M. Olivier Maingain** au ministre de la Justice sur "le manque de personnel judiciaire face à l'augmentation des faillites à Bruxelles" (n° 2695)
- **M. Peter Logghe** au ministre de la Justice sur "la charge de travail pesant sur la justice bruxelloise de par les affaires de faillite" (n° 2698)
- **Mme Sophie De Wit** au ministre de la Justice sur "l'absence de nomination de juges consulaires auprès des tribunaux de commerce" (n° 2708)

12.01 Carina Van Cauter (Open Vld): La magistrature assise et debout se plaint de la pénurie de magistrats près le tribunal de commerce de Bruxelles. Un rapport du Conseil supérieur indique que les parties doivent attendre de plus en plus longtemps avant que la date des plaidoiries soit fixée pour des affaires "en état". Ce temps d'attente est passé de quatre mois en 2007 à onze mois pour les dossiers francophones et douze mois pour les dossiers néerlandophones en 2010. Ce temps d'attente s'ajoute au délai déjà écoulé avant l'ouverture de la procédure et l'échange des conclusions. Cette situation est intenable. Des entreprises qui attendent la condamnation d'un mauvais payeur se trouvent dès lors elles-mêmes en difficulté et c'est l'une des causes du grand nombre de faillites: 2 316 au cours de l'année judiciaire écoulée.

Lorsque ce problème est évoqué, le ministre renvoie systématiquement à la mesure de la charge de travail. Ce concept a été lancé en 2004. Il s'agirait du moyen ultime pour déterminer combien de magistrats doivent être engagés et où exactement.

Nous sommes déjà en 2011. Combien de temps devons-nous encore attendre? Le ministre peut-il nous donner un état d'avancement du dossier? De combien de magistrats le tribunal de commerce de Bruxelles a-t-il besoin?

12.02 Peter Logghe (VB): Les tribunaux bruxellois croulent sous le nombre impressionnant de faillites, 2 316 l'année dernière. L'arrondissement judiciaire manquerait de juges, mais également de procureurs spécialisés. Les arrondissements judiciaires flamands avaient autrefois demandé une mesure objective de la charge de travail. Ils sont en effet convaincus que la charge de travail y est plus importante que dans certains arrondissements francophones et des chiffres corroborant ce constat ont circulé mais ils ont ensuite été noyés sous les explications techniques. La demande d'une mesure générale de la charge de travail subsiste et il faudra cette fois en tirer les conclusions à tous les niveaux.

Le ministre peut-il préciser l'évolution des effectifs dans les tribunaux depuis 2005 afin que nous puissions vérifier si la mesure de la charge de travail déjà réalisée a permis de tirer des conclusions?

12.03 Sophie De Wit (N-VA): Le problème des affaires de faillite au tribunal de Bruxelles a déjà été esquissé. Des renforts y sont demandés de toute urgence. Le nombre de magistrats est toujours calculé sur la base du nombre d'habitants. Or ce mode de calcul ne permet pas de se faire une idée juste de la réalité bruxelloise en raison d'une donnée toute simple: les sociétés ont principalement leur siège social à Bruxelles. Et comme à Bruxelles la justice travaille de plus en plus lentement, de nombreuses sociétés y déménagent dare-dare leur siège social pour gagner du temps, ce qui engendre un surcroît de travail pour les tribunaux bruxellois. Enfin, il faut évoquer la nouvelle loi sur les faillites de 1997. Lorsqu'un juge veut prononcer une déclaration de faillite sans entendre le commerçant, il doit le faire sur citation par le parquet. Le ministre avait promis de recruter des magistrats du parquet supplémentaires pour que cela puisse se faire mais les arrêtés d'exécution sont restés dans les limbes.

Le ministre confirme-t-il que le nombre de magistrats prétendument en poste à Bruxelles n'est pas exact? Peut-il y remédier dans le cadre des affaires courantes? Peut-on empêcher que des sociétés au bord de la faillite déménagent dare-dare leur siège social à Bruxelles? Quand les magistrats supplémentaires promis en 1997 entreront-ils en service? Pourquoi les arrêtés d'exécution de la loi sur les faillites de 1997 n'ont-ils pas été promulgués? Le ministre peut-il prendre des initiatives en la matière dans le cadre des affaires courantes?

En période d'affaires courantes, il ne peut être procédé à la nomination de juges non professionnels au tribunal de commerce alors que des juges du travail en matière sociale peuvent, eux, être nommés. Conséquence: de nombreuses places ne sont pas conférées. Comment le ministre compte-t-il garantir le fonctionnement des tribunaux de commerce? Nonante pour cent des juges sont des juges non professionnels et sans ces nominations, tout le système judiciaire se dérèglerait peu à peu. Pourquoi cette différence entre juges non professionnels dans les tribunaux du travail et les tribunaux de commerce? Le ministre pourrait-il préciser à quelles nominations il peut procéder en affaires courantes – je pense aussi bien à la nomination de juges professionnels ou non professionnels qu'à la nomination de membres du personnel des greffes?

12.04 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Le cadre du tribunal de commerce de Bruxelles peut compter 24 juges, parmi lesquels un président et 4 vice-présidents, 23 juges suppléants et 190 juges consulaires. La dernière révision du cadre, qui remonte à 1998, s'appuie sur une évaluation de la charge de travail de l'époque et ce cadre a été élargi de deux unités. Un emploi est vacant depuis le 7 février 2011 et un deuxième poste se libèrera le 1^{er} mars. Indépendamment des évolutions classiques, ce cadre est en fait complet. Au second semestre 2010, parmi les 23 juges suppléants, 5 places sont devenues vacantes et une seule d'entre elles sera provisoirement pourvue. Pour ce qui est de la nomination des magistrats professionnels, il n'y a, en principe, aucun problème de continuité, le Conseil supérieur de la Justice se chargeant de proposer des candidats. Le Conseil supérieur de la Justice n'intervient cependant pas pour les juges consulaires, les juges sociaux et les conseillers consulaires. C'est la raison pour laquelle une circulaire invite à la plus grande prudence pour les nominations et les promotions de ces catégories et cela explique également la raison pour laquelle aucune suite n'est actuellement donnée aux dossiers des juges consulaires. Cet effectif ne peut donc pas être renforcé. Entre-temps, de 150 à 175 postes vacants ne sont pas pourvus et je vais donc prendre une initiative.

La situation devient inquiétante à certains endroits et j'ai demandé que l'on examine dans chaque cas s'il existe un problème spécifique.

Le problème est préoccupant pour le parquet. Ainsi, bon nombre des 92 places de magistrats de parquet près le tribunal de première instance de Bruxelles n'ont pas été attribuées depuis des années déjà en raison de l'obligation légale de bilinguisme. C'est pourquoi 17 substituts du procureur du Roi supplémentaires ont été attribués au ressort de la cour d'appel de Bruxelles et leur nombre total est donc largement supérieur à celui des autres ressorts. Des juristes de parquet ont également été attribués et Bruxelles prend 35 % du nombre total à son compte.

Depuis 2008, un protocole a été conclu entre le tribunal de Bruxelles, le ministre de la Justice, les procureurs généraux et le procureur du Roi sur le traitement des dossiers financiers et où il est également question de l'attribution de fonctions de soutien supplémentaires au parquet. Dans le cadre du budget 2011, j'ai demandé de dégager des moyens supplémentaires pour une extension de 24 juristes dans l'ensemble du pays, mais la décision ne peut provisoirement pas être prise parce que le gouvernement est en affaires courantes.

La faillite d'office a effectivement été supprimée en 1997 mais pour éviter les abus un article 8 a ensuite été instauré, permettant ainsi de lancer la procédure de dessaisissement provisoire des biens du débiteur.

Les chambres d'enquête commerciale jouent également un rôle important dans le cadre de la détection des faillites. Dans le cadre de la nouvelle législation, il est possible d'y effectuer un suivi adéquat des entreprises appelées à disparaître.

Un protocole a été conclu en 2008 en vue de la réalisation de mesures de la charge de travail. Le Bureau Permanent Statistiques et Mesure de la charge de travail a effectué des mesures pour le volet correctionnel et doit à présent s'atteler dans les plus brefs délais au volet civil. Ce processus évolue toutefois plus lentement que prévu. Les tribunaux du commerce qui feront fonction de sites pilotes seront désignés pour la fin mars. Nous souhaitons savoir dès à présent quels tribunaux effectueront les mesures de la charge de travail en première instance de manière à prendre de l'avance. Je ne dispose pas encore de chiffres définitifs. Les procédures types doivent d'abord être quantifiées et une étude scientifique a été commandée à cet égard. Dès que la charge de travail précise sera connue, des conclusions pourront être tirées en ce qui concerne les besoins précis, ce qui est chose prématurée aujourd'hui. L'informatisation nous permettra par ailleurs de déterminer aisément combien de dossiers de quel type ont été traités à chaque moment précis. Je perçois davantage l'automatisation comme une base pour les mesures de la charge de travail à l'avenir.

Je pense que la mesure de la charge de travail pourra être achevée prochainement pour les cours d'appel de Mons et d'Anvers et que nous pourrions ensuite effectuer les calculs pour l'ensemble des cadres. Les cadres des tribunaux de commerce sont selon moi suffisants. Seul le problème des juges consulaires doit être résolu en priorité. Je m'efforcerai d'adapter une circulaire relative aux affaires courantes à cet effet.

12.05 Carina Van Cauter (Open Vld): Le problème n'est pas que les cadres ne sont pas complétés mais que les magistrats considèrent que le cadre actuel ne leur permet pas de faire face à la charge de travail. Allons-nous nier ce problème ou chercher à le résoudre? Selon le rapport du Conseil supérieur, on est parti en 2007 d'une durée de fixation de quatre mois. En 2008, il s'agissait déjà de sept mois, soit quasiment deux fois plus. Dans l'intervalle, l'arriéré judiciaire a continué d'augmenter pour atteindre aujourd'hui douze mois pour les dossiers néerlandophones et dix à onze mois pour les dossiers francophones. Les chiffres relatifs à la charge de travail sont aujourd'hui disponibles mais ils ne sont pas utilisés. Qui fait preuve de mauvaise volonté?

12.06 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Vous parlez du ministère public. Ces chiffres sont connus.

12.07 Carina Van Cauter (Open Vld): Le ministère public est également un élément. Pourquoi ne tirons-nous pas les enseignements de ces chiffres? Le protocole relatif au siège devait porter ses fruits fin 2009. Nous sommes aujourd'hui en 2011. Ce n'est plus sérieux, tout de même.

Je veux également évoquer le dossier Ecofin, la lutte contre la fraude fiscale. Comment pouvons-nous mener cette lutte alors qu'il faut six ans et demi pour parvenir à des conclusions? Il s'agit soit d'un problème de mentalité soit d'un problème de personnes et de moyens. C'est l'un ou l'autre.

Présidente: Sarah Smeyers.

12.08 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Si j'ai fait certaines consultations, c'est en raison du fait que des problèmes se posaient à la cour d'appel de Bruxelles. Nous avons pris des initiatives à l'échelon de cette juridiction à la fois pour les nominations et pour un premier directeur, cette dernière initiative étant une innovation. Les magistrats doivent savoir que tant que des résultats n'auront pas été engrangés concernant la charge de travail, je n'adapterai aucun cadre du personnel. Les magistrats doivent être solidaires les uns des autres et responsables, afin de respecter les accords conclus, en tout premier lieu à la cour d'appel. À présent, je m'efforce d'accélérer les choses à l'échelon de la première instance et je recherche les tribunaux disposés à collaborer. Je suis moi-même disposé à collaborer avec Bruxelles mais à condition d'avoir la certitude absolue que le tribunal de commerce accepte de collaborer sans aucune réserve.

12.09 Sophie De Wit (N-VA): La seule chose qui me frappe, c'est que le ministre n'ait commencé à élaborer l'arrêté d'exécution de la loi de 1997 que l'année dernière et qu'il ait demandé d'inscrire les budgets pour 2011. Cela me semble extrêmement tardif.

12.10 Peter Logghe (VB): Je prends bonne note de ce que la mesure de la charge de travail dans les cours d'appel est presque achevée et qu'il faut désormais effectuer cette mesure aux autres échelons. Nous ne pourrions procéder à la mesure elle-même que lorsque tous les chiffres auront été collectés et nous ne pourrions mettre en pratique les conclusions de cette opération de mesure que lorsque celle-ci sera achevée.

12.11 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): En 1998, j'ai adapté les cadres et procédé au calcul en vue de la nouvelle loi. La loi sur les faillites et le cadre ont donc été adaptés en 1998 et non en 2011.

L'an dernier, j'ai dit que je m'occuperais personnellement de la mesure de la charge de travail. Dans le cadre des affaires courantes, toutefois, je n'ai pas eu la possibilité, d'un point de vue opérationnel, de m'y attaquer pleinement. J'ai rédigé un protocole adapté, je me suis renseigné sur la nature des problèmes, j'ai dégagé les moyens et j'ai fait appel à une équipe universitaire. Je veillerai à ce que ce dossier progresse et qu'il soit clôturé.

L'incident est clos.

13 Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "le recours abusif au système de l'aide juridique de deuxième ligne au barreau de Hasselt" (n° 2655)

13.01 Sophie De Wit (N-VA): Au barreau de Hasselt, on a abusé du système *pro deo*. De nombreux détenus ont déclaré ne plus faire confiance à l'avocat qui leur avait été assigné et ont pu désigner ensuite un avocat de leur choix, rémunéré par le Bureau d'aide juridique (BAJ). Il est apparu que c'étaient toujours les mêmes avocats qui étaient demandés. L'Ordre des Barreaux néerlandophones a renforcé les contrôles depuis: si le manque de confiance ne peut être démontré, l'avocat suivant n'est pas rémunéré par le BAJ.

Quelle a été l'ampleur des abus? Le phénomène se manifeste-t-il aussi dans d'autres barreaux? La preuve de l'absence de confiance peut-elle faire l'objet d'un ancrage légal ou la mesure adoptée par l'Ordre des Barreaux néerlandophones suffit-elle pour résoudre le problème?

13.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Apparemment, les informations ne sont pas correctes. Tout justiciable peut choisir librement son conseil. Si le justiciable ne désigne pas lui-même un avocat, le BAJ s'en charge.

On peut lire dans le *vade-mecum* du barreau qu'un avocat *pro deo* ne peut être révoqué que s'il est radié, si des plaintes fondées sont formulées ou s'il y a un manque de confiance. Le barreau de Hasselt a décidé d'appliquer strictement ce dernier point et de vérifier s'il y a effectivement un problème de confiance. Le barreau n'a pas arrêté de nouveau règlement.

Il n'est pas question d'utilisation abusive du système *pro deo*. Si tous les justiciables veulent le même avocat, je ne puis pas y faire grand-chose. Il ne se poserait un problème de déontologie que s'il apparaissait que des avocats enrôlent des clients de manière ciblée. Dans ce cas, le bâtonnier pourrait intervenir.

Il n'y a pas d'utilisation abusive de fonds publics. L'avocat qui remplace un avocat *pro deo* doit partager les points. Si deux avocats se succèdent dans une affaire, il sera attribué le même nombre de points que si un seul avocat *pro deo* avait suivi l'ensemble de la procédure.

Il n'y a, à ma connaissance, aucun abus à Hasselt ni auprès d'autres barreaux. De nouvelles mesures sont, dès lors, superflues.

13.03 Sophie De Wit (N-VA): Comment mesure-t-on le manque de confiance? L'expérience me permet de dire que le partage n'est pas toujours effectué. Il serait peut-être utile de se pencher sur cette question dans le cadre de la nouvelle approche du système *pro deo*, à la suite de l'arrêt Salduz.

L'incident est clos.

14 Questions jointes de

- **M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "la libération de trois suspects d'effractions à Paal-Beringen" (n° 2589)**

- **Mme Daphné Dumery au ministre de la Justice sur "les demandeurs d'asile mineurs commettant des faits criminels" (n° 2704)**

14.01 Bert Schoofs (VB): Trois individus, deux mineurs et un majeur originaires de l'ancienne république de Yougoslavie, soupçonnés de vol à Paal-Beringen ont été libérés par le tribunal parce qu'ils séjournent dans notre pays avec leurs parents.

Le ministre peut-il me dire si l'hélicoptère de la police a été appelé spécialement pour ces faits? Combien de policiers ont participé à l'action? Le domicile belge des suspects est-il connu? Sont-ils connus de la justice? Pour quelle raison ont-ils été libérés?

14.02 Daphné Dumery (N-VA): À en croire la presse, les jeunes ont été libérés parce qu'à l'arrivée dans notre pays, leurs parents les accompagnaient. Je trouve cette raison pour le moins bizarre.

Qu'adviendra-t-il des autres délinquants impliqués dans cette affaire? Les informations qui ont été divulguées sur les motifs de la mise en liberté sont-elles correctes? En quoi le fait que les délinquants étaient accompagnés ou non de leurs parents quand ils sont arrivés en Belgique est-il déterminant? Comment le ministre explique-t-il leur libération rapide?

14.03 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Le parquet indique que le magistrat de parquet a décidé, en toute autonomie et sur la base des éléments du dossier, de ne pas délivrer de mandat d'amener. Le procureur de Hasselt précise que l'enquête poursuit son cours et que cette affaire connaîtra un suivi approprié.

Le recours à un hélicoptère relevait d'une décision de la police.

14.04 Bert Schoofs (VB): J'ai déposé ma question le 7 février dernier. Le ministre avait donc parfaitement le temps de collecter suffisamment d'informations mais, apparemment, il est moins bien informé que la presse! Il n'est même pas en mesure d'indiquer le lieu de résidence des suspects. À entendre cette réponse, je ne puis que conclure que la Justice est totalement perdue.

14.05 Daphné Dumery (N-VA): Je n'ai pas davantage obtenu de réponse à ma question. Aucune distinction n'est-elle établie entre criminels mineurs selon qu'ils sont venus en Belgique accompagnés ou non de leurs parents?

14.06 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Je constate que la réponse a été rédigée peu de temps après les faits. Elle n'est en effet pas satisfaisante. Je demanderai des informations complémentaires et nous reviendrons sur ce dossier.

L'incident est clos.

La **présidente**: Le ministre doit quitter la commission à 17 heures. Ceci était donc la dernière question.

La réunion publique est levée à 16 h 56.

De vergadering wordt geopend om 14.30 uur en voorgezeten door mevrouw Sarah Smeyers.

01 Vraag van de heer Jef Van den Bergh aan de minister van Justitie over "het laten betalen van verkeersboetes door de vennootschap" (nr. 2322)

01.01 Jef Van den Bergh (CD&V): Artikel 492bis van het Strafwetboek bepaalt de straffen voor bestuurders van rechtspersonen die, ten nadele van de rechtspersoon of derden, goederen of kredieten van de rechtspersoon gebruiken voor rechtstreekse of indirecte persoonlijke doeleinden. Het artikel dat het misbruik van vennootschapsgoederen regelt, werd naar Frans model geschreven. In Frankrijk heeft het al aanleiding gegeven tot heel wat rechtspraak, in België bij mijn weten niet.

In België is het inbrengen van verkeersboetes als kosten in een vennootschap een gangbare praktijk en dat moeten we ter discussie durven stellen.

Een chauffeur is verantwoordelijk voor zijn eigen gedrag en moet de gevolgen van zijn daden voelen. Anders verliezen verkeersboetes hun preventief en ontradend karakter. Het is de vraag of artikel 492bis uit het Strafwetboek kan worden ingeroepen om die praktijk te stoppen.

Een ander goed sensibiliseringsmiddel en een middel tegen recidive is het rijbewijs met punten. Volgens de staatssecretaris voor Mobiliteit wachten we op de uitvoeringsbesluiten en op het informaticasysteem dat de FOD's Mobiliteit en Justitie moeten invoeren. In januari 2012 zou het dan toch kunnen worden ingevoerd.

Is artikel 492bis van het Strafwetboek van toepassing op verkeersboetes die betaald worden door een vennootschap? Wat is de stand van zaken betreffende de invoering van het rijbewijs met punten?

01.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Het misdrijf in artikel 492bis bevat vijf constitutieve bestanddelen waaraan telkens moet worden voldaan.

De drie laatste voorwaarden, weten dat dit op betekenisvolle wijze in het nadeel was van de rechtspersoon, van zijn schuldeisers of vennoten, het gebruik voor persoonlijke, rechtstreekse of indirecte doeleinden, en het bedrieglijk opzet, zijn niet zo eenvoudig vervuld. Een bestuurder die een verkeersboete krijgt tijdens de uitvoering van zijn mandaat, kan de boete verhalen op de rechtspersoon volgens artikel 5 van het Strafwetboek. Het hangt van de appreciatie van de rechter af of bepaalde feiten worden gezien als een substantiële benadeling van de vennootschap of niet.

De planning is dat Mac uitgerold zal zijn tegen het midden van dit jaar. Die timing is louter indicatief. Daarnaast loopt een deelproject dat de connectie tussen Mac – het systeem dat de dossiergegevens beheert op de politiegriffies en -parketten – en de databank Rijbewijzen bij de FOD Mobiliteit moet realiseren.

Om het deelproject te kunnen realiseren, moet de automatisering van de politierechtbanken rond zijn. De connectie zal ervoor zorgen dat wijzigingen van status via de parketten snel in de databank Rijbewijzen terechtkomen. Wie de databank dan consulteert, krijgt recente informatie. De testfase loopt.

Tegen midden 2011 zouden de politierechtbanken en de politieparketten geautomatiseerd moeten zijn. Zodra dat overal het geval is, kan de verbinding met de databank worden gemaakt.

01.03 Jef Van den Bergh (CD&V): Het is goed dat de planning uit de beleidsnota van de staatssecretaris wordt gevolgd.

Ik meen begrepen te hebben dat verkeersboetes van werknemers nog steeds door vennootschappen kunnen worden betaald. Dat moeten we verder bekijken en we moeten er eventueel voorstellen over formuleren.

Het incident is gesloten.

02 Samengevoegde vragen van

- de heer Raf Terwingen aan de minister van Justitie over "de wapenwet" (nr. 2396)

- de heer Raf Terwingen aan de minister van Justitie over "het inschrijven van wapens in het Centraal Wapenregister" (nr. 2397)

02.01 Raf Terwingen (CD&V): In de wapenwet staat dat de proefbank voor vuurwapens een uniek nationaal identiteitsnummer moet aanbrengen in elk vuurwapen. Hoe zit het dan met wapens die uit het buitenland komen? Moet de eigenaar naar Luik rijden of kan dat via de handelaar?

Ook moest ieder wapen voor 31 oktober 2008 worden ingeleverd en onbruikbaar worden gemaakt, ofwel moest er een vergunning worden aangevraagd. Zou het niet nuttig zijn om in een regularisatieperiode te voorzien om ook wapens die bijvoorbeeld opduiken bij een erfenis, rechtsgeldig te kunnen bijhouden?

02.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Slechts een deel van de vuurwapens die tegen eind oktober 2008 hadden moeten worden aangegeven, zijn ook daadwerkelijk aangegeven. Een nieuwe mogelijkheid tot regularisatie is echter geen goed idee omdat dat weer een wetswijziging vergt. Het zou ook een slecht signaal zijn. Bovendien zouden de wapenbezitters die wel tijdig de nodige stappen hebben gezet, zich bedrogen kunnen voelen. Wel blijft het mogelijk om alsnog vrijwillig afstand te doen van illegale wapens. Wie zich verder niets te verwijten heeft, zal niet worden vervolgd, maar zal wel een minnelijke schikking moeten betalen.

Het KB van 10 oktober 2010 voorziet in een aantal bijkomende regels met het oog op de opspoorbaarheid van de vuurwapens in omloop in ons land. Het vervolledigt de bestaande regels, zoals de registratie van vuurwapens in het bezit van particulieren door het Centraal Wapenregister.

Wie ervoor kiest om een wapen in het buitenland aan te kopen, moet zelf alle nodige formaliteiten vervullen. Daarnaast moet hij het wapen voorleggen aan de proefbank, die het internationaal vereist uniek nummer toekent aan het wapen en in het Centraal Wapenregister inbrengt. Wie een wapen in het buitenland laat bestellen door een wapenhandelaar, moet deze formaliteiten niet zelf vervullen. Dit wordt gedaan door de handelaar.

De tussenkomst van de proefbank is vereist als garantie voor de kwaliteit van de controle en de nummering. Ik geef toe dat het weinig handig is dat er slechts één vestiging van de proefbank bestaat, in Luik. De bestaande regeling kan worden geëvalueerd eens de Gewesten ze zullen vervangen door eigen decreten.

Er is ook een onderscheid tussen de nieuwe aanvragen, de aanvragen tot hernieuwing en de aanvragen inzake de regularisatie van de wapenvergunning.

Artikel 48 van de wapenwet bepaalt dat vergunningen die meer dan vijf jaar voor de inwerkingtreding van die bepaling werden afgeleverd, vervallen zijn indien de hernieuwing ervan niet uiterlijk op 31 oktober 2008 werd aangevraagd. A contrario betekent het dat, wanneer de hernieuwing tijdig werd aangevraagd, de bestaande vergunning geldig blijft totdat de bevoegde gouverneur een beslissing heeft genomen. In hetzelfde artikel 48 staat dat artikel 31 van de wapenwet niet van toepassing is op de hernieuwingsaanvragen. De gouverneur is dus niet gebonden door de in artikel 31 bedoelde termijnen. Hetzelfde principe geldt, volgens artikel 44, voor de regularisatieaanvragen.

Het merendeel van de achterstanden in haast alle provincies slaat op die laatste categorie en in de praktijk ondervinden de aanvragers dan ook niet zo veel hinder.

Nieuwe aanvragen worden geregeld in artikel 11 en de aanvragers kunnen het wapen in kwestie pas aanschaffen nadat de vergunning ervoor werd toegekend. Voor die aanvragen heeft de bevoegde gouverneur overeenkomstig artikel 31 van de wapenwet een termijn van vier maanden om een beslissing te nemen. Die termijn kan eenmalig en gemotiveerd met zes maanden worden verlengd. Indien de gouverneur niet tijdig een beslissing heeft genomen, kan de betrokkene beroep aantekenen bij de minister van Justitie. De diensten hebben de opdracht gekregen om die aanvragen bij voorrang te behandelen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de minister van Justitie over "de activiteiten in de gevangenis van Sint-Gillis" (nr. 2426)

03.01 Sonja Becq (CD&V): Er is erg veel verscheidenheid in het gevangenisbeleid op het vlak van vorming en tewerkstelling. Zo worden er in de gevangenis van Sint-Gillis zeer weinig activiteiten aangeboden, in tegenstelling tot bijvoorbeeld Leuven. Dit zou onder meer te maken hebben met een protocol waardoor de directie de goedkeuring van de vakbonden nodig zou hebben om bepaalde vormingsprogramma's te organiseren.

Hoe wordt beslist over het aanbod van vorming en activiteiten? Bepaalt elke gevangenis dit zelf en gelden daarbij bepaalde afspraken? Kunnen de vakbonden in Sint-Gillis inderdaad mee beslissen over het vormingsprogramma van gedetineerden? Waarom is dat protocol er en hoelang geldt dit?

03.02 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Het aanbod van vorming en activiteiten hangt inderdaad nogal sterk af van de lokale gevangenisdirecties. Ook de gevangenispopulatie en de specifieke omstandigheden van de detentie kunnen een rol spelen.

Heel wat activiteiten worden georganiseerd in samenwerking met de Gemeenschappen. De Vlaamse Gemeenschap heeft een strategisch plan en iedere gevangenis beschikt over een beleidsmedewerker voor het aanbod van opleidingen en activiteiten. In de Franse Gemeenschap werkt elke inrichting daarvoor meestal met lokale of bovenlokale verenigingen. In december 2010 werd echter afgesproken dat de bevoegde gemeenschaps- en gewestministers voortaan een actiever beleid zullen voeren in de gevangenissen in Brussel en in het zuiden van het land.

Het lokale protocol van 2003 met de vakbonden werd afgesloten door het basisoverlegcomité van de gevangenis van Sint-Gillis zelf en garandeerde basisvorming, informaticaopleiding en cursussen voor het behalen van het rijbewijs. Het werd afgesloten om een eind te maken aan een langdurige staking. Op 13 december 2010 werd een nieuw protocol afgesloten dat bepaalt dat de directie streeft naar een goed draaiende organisatie waarbij iedereen betrokken wordt en afspraken worden nageleefd. Dat protocol heeft geen einddatum. Niets belet om eerder gemaakte afspraken te evalueren en bij te sturen.

Er is dus een zeer grote verscheidenheid van gevangenis tot gevangenis.

03.03 Sonja Becq (CD&V): Volgens mij is het ook belangrijk om een aantal basispakketten aan te bieden als we een geslaagde terugkeer van gedetineerden in de samenleving belangrijk vinden. Bovendien blijkt de mate waarin activiteiten worden georganiseerd in een gevangenis, bepalend te zijn voor de wijze waarop mensen er met elkaar omgaan.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de minister van Justitie over "het veiligheidskorps" (nr. 2429)

04.01 Sonja Becq (CD&V): Elke dag worden tientallen gevangenen vervoerd om voor een rechtbank te verschijnen. Het inschatten van het veiligheidsrisico bij dit transport is een heikel punt. Daartoe zou een gegevensbank worden gecreëerd die door de veiligheidsbeambten zou kunnen worden geconsulteerd om de risico's in te schatten.

Hoe kan het transport zo veilig mogelijk verlopen? Erkent de minister de zwakte van een ongewapend veiligheidskorps? Hoe worden deze mensen geïnformeerd over het profiel van de verdachten? Hoe ver staat het met de besprekingen binnen de werkgroep die zich hiermee bezig houdt? Is het niet mogelijk de gevangenen niet te verplaatsen naar de rechtbank, maar andersom?

04.02 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Het veiligheidskorps werd in 2003 opgericht om het transport van gedetineerden uit handen van de politie te halen, want iedereen ging ermee akkoord dat dit eigenlijk geen zuiver politiewerk was. Er werd beslist dat deze taak door het veiligheidskorps kon worden overgenomen voor zover er geen veiligheidsrisico is. Het is nog altijd de politie die daarover oordeelt. Zij neemt voor de zwaardere dossiers de volledige verantwoordelijkheid op zich. Naarmate het risico kleiner is, doet het veiligheidskorps dat. Het wordt stilaan duidelijk dat het veiligheidskorps verder zal moeten worden

uitgebouwd als een gespecialiseerd korps. Nu is er slechts een beperkt korps in enkele gevangenissen, maar er zal moeten worden beslist over de verdere uitbouw ervan.

Wij proberen de samenwerking tussen politie en veiligheidskorps te optimaliseren om elk transport op een veilige wijze te organiseren. De politie doet de selectie en bepaalt het risico. Daartoe worden databanken van de politie en de penitentiaire inrichtingen gekoppeld om de dreigingsanalyse te verfijnen. Er start een proefproject in Gent. Wij hopen dat dit tot een betere werking kan leiden.

Over de vraag of het veiligheidskorps al dan niet moet worden bewapend, zal moeten worden gedebatteerd. De politie wil deze taken immers steeds minder vervullen, maar het doorschuiven ervan moet geleidelijk gebeuren. Er zal daarvoor een budget nodig zijn: er is immers meer personeel, uitrusting en training nodig.

04.03 Sonja Becq (CD&V): Wat is de timing voor het proefproject in Gent en wanneer volgt een evaluatie?

04.04 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Het proefproject start in het voorjaar. Ik stel voor dat we hierop terugkomen in mei of juni, wanneer er een nieuwe regering aan de slag is en wij het verloop van het project kunnen bekijken.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Rachid Madrane aan de minister van Justitie over "de problemen betreffende de organisatie van de zittende magistratuur en de gerechtelijke achterstand in Brussel" (nr. 2486)

05.01 Rachid Madrane (PS): Een rechter die momenteel in de rechtbank van eerste aanleg te Dinant zetelt, wordt naar verluidt binnenkort naar het hof van beroep te Brussel overgeplaatst. De processen over de zaken die bij die rechter aanhangig zijn gemaakt, moeten dus worden overgedaan. De gerechtelijke achterstand in Brussel wordt daarmee niet weggewerkt, zoals men zo graag beweert, maar gewoon naar elders verplaatst.

Welke procedures moeten er worden gevolgd bij de overplaatsing van een magistraat? Wordt er rekening gehouden met de processen waarbij de magistraat betrokken was? Moet het koninklijk besluit betreffende het statuut, de loopbaan en de bezoldigingsregeling van het gerechtspersoneel niet worden aangepast?

05.02 Minister Stefaan De Clerck (*Frans*): De benoeming van een magistraat van eerste aanleg tot magistraat bij het hof van beroep is geen overplaatsing maar een benoeming. De artikelen 259^{ter} en 259^{quater} van het Gerechtelijk Wetboek bepalen welke termijnen er bij elke stap in de benoemings- of bevorderingsprocedure van een magistraat moeten worden nageleefd. Tijdens die periode kan er geen rekening worden gehouden met andere factoren die de naleving van de vastgelegde termijnen in het gedrang zouden kunnen brengen.

Na de bekendmaking van de benoeming dient de korpschef overleg te plegen, zodat hij de nodige maatregelen kan nemen en, voor wat de vastlegging van de datum van de eedaflegging betreft, eventueel rekening kan houden met de zaken waarbij de magistraat vóór zijn of haar benoeming betrokken zou zijn geweest.

In de zaak waarop u zinspeelt, werd de timing van dat proces vertraagd door wrakingsprocedures ten aanzien van sommige rechters en door onttrekkingsprocedures. De eedafleggingen kunnen echter niet telkens opnieuw op de lange baan worden geschoven.

Het dossier werd tot 14 februari 2011 verdaagd en wellicht zal het nogmaals moeten worden uitgesteld, gelet op de ontwikkeling van de andere lopende procedures. Dan zal de rechtbank opnieuw worden samengesteld, rekening houdend met de eedaflegging van mevrouw Béatrice Chapeau voor het hof van beroep te Brussel. De debatten zullen *ab initio* worden hervat.

Alleen met het uitstel van de eedaflegging kunnen we wat schuiven, voor het overige hebben we weinig speling.

Net als u vind ik het een goed idee om in een uitzondering te voorzien, zodat magistraten die bij een andere rechtbank worden benoemd, toch nog hun lopende dossiers kunnen afronden.

05.03 Rachid Madrane (PS): Sommige benoemingen hebben toch wel verdacht veel weg van een overplaatsing. Een aanvulling van de wetgeving in die zin is wenselijk. De datum van de benoemingen zou geen invloed mogen hebben op de hangende procedures.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Theo Francken aan de minister van Justitie over "het beleid met betrekking tot illegale misdadigers" (nr. 2492)

06.01 Theo Francken (N-VA): Over het lot van misdadigers die illegaal in ons land verblijven, is er zowel in de wet als in de praktijk veel onduidelijkheid. Een deel wordt uitgewezen, een deel zit hier in de gevangenis en een deel wordt vrijgelaten. In Antwerpen werden volgens *De Standaard* in enkele jaren tijd honderden drugsdealers opgepakt, maar werden er maar drie of vier uitgewezen en naar het land van herkomst gebracht. Anderen lopen vrij rond of zitten hun straf uit.

Bij de luchthavenpolitie heerst grote frustratie over het uitwijzingsbeleid. Illegalen die ervoor kiezen om hun straf in hun land van herkomst uit te zitten, stappen vaak van het vliegtuig zonder dat er iemand van Justitie of politie te bespeuren is.

Graag had ik een jaarlijks overzicht gekregen per geslacht, per nationaliteit en per gevangenis vanaf 2000 van het aantal gedetineerden dat illegaal in België verblijft. Wanneer worden illegale misdadigers uitgewezen en wanneer moeten ze hun straf hier uitzitten? Is er overleg met de Dienst Vreemdelingenzaken? Is er een samenwerkingsprotocol?

Wat is de garantie dat een illegaal die verkiest om zijn straf in zijn land van herkomst uit te zitten, ze ook werkelijk zal uitzitten? In hoeveel gevallen werd er sinds 2000 gerepatrieerd? Graag had ik een overzicht gekregen per jaar, per geslacht en per herkomstland.

Is de minister het eens met het principe om zware misdadigers in de gevangenis te houden tot aan hun uitwijzing in plaats van ze op te vangen in gesloten centra? Voorwaarde is natuurlijk wel dat daar niet te veel tijd overgaat.

Hoe verloopt de samenwerking met de DVZ als die de betrokkene wil uitwijzen na het uitzitten van zijn straf? Klopt het dat de DVZ de misdadiger niet langer in de gevangenis kan laten houden in afwachting van de uitwijzing en plant de minister dan een wetgevend initiatief?

Hoe kunnen de zware criminelen die in 127bis in Steenokkerzeel zitten, sneller verwijderd worden? Is er geen mogelijkheid die mensen in de gevangenis te houden in plaats van ze in een gesloten centrum onder te brengen?

06.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ik ben bevoegd voor de uitvoering van straffen. Het is niet mijn bevoegdheid om het administratieve statuut van de gedetineerde te bepalen. Dat doet de Dienst Vreemdelingenzaken, die volledig zicht heeft op de binnenkomst en het verblijf van vreemdelingen en ook op het uitwijzingsbeleid.

De cijfers zijn verkrijgbaar bij de Dienst Vreemdelingenzaken en ik heb ze ook bij me.

De moeilijkheid is natuurlijk om het statuut van veroordeelde die in de gevangenis verblijft, af te stemmen op het statuut van illegaal die het bevel heeft gekregen om het land te verlaten. Een uitwijzingsbevel beïnvloedt de strafuitvoeringsprocedure niet.

De statistische gegevens in verband met repatriëringen moeten aan de heer Wathelet worden gevraagd. De kernvraag is hoe we moeten omgaan met vreemdelingen die hun gevangenisstraf hebben uitgezeten. Er zijn vergaderingen geweest om de procedures te verfijnen.

Als een veroordeelde op het einde van zijn straf komt, moet de DVZ geïnformeerd worden. In de praktijk blijft die persoon dan vaak langer in de gevangenis, hoewel hij eigenlijk ten laste van de DVZ zou moeten komen.

Wie zijn straf uitgezeten heeft, hoort niet meer in de gevangenis. Voorwaarde is wel dat de DVZ tijdig wordt geïnformeerd. De afspraken lopen soms goed en soms niet. Het gaat ook niet over erg veel dossiers.

Het grootste probleem zijn de 750 vreemdelingen in voorlopige hechtenis. Soms hebben die al een uitwijzingsbevel en soms niet. Een goede communicatie met de DVZ is erg belangrijk en we werken daaraan.

Wij kunnen voor de informatie zorgen, maar de onderzoeksrechter en de raadkamer beslissen over het einde van de voorlopige hechtenis.

De gevangenis is geen plek om een vreemdeling te houden in afwachting van iets anders. Dat is niet de taak van Justitie.

Een fundamentele vraag is of we een persoon die uit voorlopige hechtenis vrijkomt en illegaal is, in het land moeten houden tot de zaak ten gronde wordt behandeld. Dat kan twee of drie jaar later zijn. Hem in voorlopige hechtenis houden is geen optie, want daar dient die voorlopige hechtenis gewoon niet voor.

Naar mijn mening moet de DVZ gewaarschuwd worden en moet die bepaalde personen selecteren voor een prioritaire behandeling. De DVZ werkt daaraan.

Als de DVZ snel uitwijst, zitten we natuurlijk met het gegeven dat een persoon die teruggekeerd is naar zijn land van herkomst, twee of drie jaar later voor de rechtbank zou moeten verschijnen. We moeten daarover een politieke keuze maken.

Ik ben bereid mee te debatteren, maar ik wil niet dat het gevangeniswezen de plek is waar elke illegaal moet vastgehouden worden. De gevangenissen zijn al overbevolkt. Wij moeten de DVZ zo grondig mogelijk informeren, zodat de dienst zijn werk kan doen.

06.03 Theo Francken (N-VA): Ik ben ontgoocheld over het antwoord van de minister. Het klopt wel dat de kernvraag is of we illegalen de hele strafprocedure moeten laten doorlopen of dat we ze zo snel mogelijk moeten uitwijzen.

06.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Niet alle illegalen die in de gevangenis zitten, hebben een uitwijzingsbevel gekregen. Velen van hen zitten er zonder titel.

06.05 Theo Francken (N-VA): Ofwel moeten die mensen het land verlaten, ofwel moeten ze nog een paar jaar verblijfsrecht krijgen in afwachting van hun straf. In de gevangenis kunnen ze niet al die tijd blijven. De discussie daarover woedt in Nederland en in andere Europese lidstaten. Ikzelf vind dat die mensen het land moeten verlaten.

Ik heb al in september een jaarlijks overzicht gevraagd van de illegalen in de Belgische gevangenissen. Ik heb nog steeds geen antwoord gekregen.

Voor mij is het dus totaal niet duidelijk of daarvan cijfers bestaan. Wordt er bijgehouden of iemand al dan niet een verblijfstitel in België heeft?

06.06 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Voor illegalen krijg ik de cijfers met of zonder titel, maar de informatie of er al dan niet een bevel om het land te verlaten werd gegeven, is niet in de statistieken opgenomen.

06.07 Theo Francken (N-VA): Als er in de gevangenis wordt vastgesteld dat iemand daar is zonder verblijfstitel, dan heeft hij ofwel dat bevel gekregen, ofwel moet hij het nog krijgen. Dan is het niet moeilijk voor Justitie om te telefoneren naar de Dienst Vreemdelingenzaken.

Begrijp ik goed dat het om 750 gevallen gaat of zijn dat alleen diegenen die in voorlopige hechtenis zitten?

06.08 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Die 750 zijn vreemdelingen zonder titel in voorlopige hechtenis. Het aantal zonder titel dat op het einde van de straf was en veroordeeld was, was veel beperkter. Op dat ogenblik waren het er 75. Ik had gevraagd hoeveel er zijn die op het einde van hun straf zitten.

06.09 **Theo Francken** (N-VA): Ik zal die vraag schriftelijk opnieuw indienen.

Vroeger werd er nooit moeilijk gedaan over een verlenging van de celstraf in afwachting van een terugvlucht.

In de gesloten centra voor illegalen is er nu sprake van een instroom van echt zware jongens die de sfeer verpesten en niet terugdeinzen voor zwaar geweld. Daarom is de situatie in Steenokkerzeel totaal uit de hand gelopen.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van mevrouw Els Demol aan de minister van Justitie over "Fordulas" (nr. 2500)**

07.01 **Els Demol** (N-VA): Op 7 juni 2010 werd Fordulas opgestart, een forensische psychiatrische jongerenafdeling in het Universitair Psychiatrisch Centrum van KULeuven, campus Kortenberg. Deze eenheid biedt zorg aan jongeren met een psychiatrische stoornis en gedragsproblemen die onderworpen zijn aan een justitiële maatregel. Onlangs werd beslist om Fordulas met 4 plaatsen uit te breiden tot een totaal van 12.

Het project is net als de gesloten jeugdinstelling De Grubbe gelegen op het grondgebied van de politiezone HerKo en beide instellingen brengen extra taken voor de lokale politie met zich mee. Toch is er geen sprake geweest van overleg.

Voorzitter: Sophie De Wit.

Gebeurde de uitbreiding van de Fordulasplaatsen na een positieve evaluatie van het FOR-K-project? Waarom is er geen overleg geweest met de lokale politie? Is de lokale politie voldoende opgeleid om met dergelijke psychiatrische patiënten om te gaan? Is het personeel van Fordulas voldoende opgeleid voor dergelijke criminele jongeren?

07.02 **Minister Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Een IBU is een Intensieve Behandelingsunit, waar zowel minderjarigen met een problematische opvoedingssituatie (POS'ers), als minderjarigen die als misdrijf omschreven feiten hebben gepleegd (MOF'ers) terecht kunnen. Een FOR-K-project is in principe enkel toegankelijk voor jongeren met een MOF-statuuut. Het Fordulasproject is echter een IBU FOR-K-project, waar POS'ers en MOF'ers terecht kunnen. De evaluatie ligt momenteel stil.

Bij de opstart van het project werden de jeugdmagistraten van het gerechtelijk arrondissement Leuven over de werking en het doel van deze eenheid geïnformeerd. Ook de lokale politiediensten werden bij de opstart geïnformeerd. Sinds de opstart heeft de lokale politie slechts driemaal moeten instaan voor een overbrenging van een jongere. Bij Fordulas zitten geen jongeren die zware als misdrijf omschreven feiten hebben gepleegd. Fordulas is een gesloten afdeling, met graduele vrijheidsopbouw. De jongeren kunnen er dus niet zomaar binnen en buiten lopen, maar worden voortdurend door het personeel begeleid.

Het personeel binnen het Universitair Psychiatrisch Centrum Kortenberg is naar mijn aanvoelen gekwalificeerd om de betrokken jongeren te begeleiden. Er is geen enkele reden om eraan te twijfelen dat de multidisciplinaire equipe die jongeren niet zou aankunnen en ik heb dus alle vertrouwen in het personeel.

07.03 **Els Demol** (N-VA): Het ging niet alleen om drie overbrengingen van jongeren. Er moest ook al ingegrepen worden omdat het personeel niet in staat was weerbarstige jongeren terug naar binnen te brengen. Er is duidelijk een lacune in de opleiding, zowel bij politiemensen die niet weten hoe zij met psychiatrische patiënten moeten omgaan, als bij het personeel, dat niet weet hoe om te gaan met zeer agressieve jongeren. Ik hoop dat er binnenkort opnieuw overleg komt en dat de politie hierbij betrokken wordt.

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van mevrouw Maya Detiège aan de minister van Justitie over "de strafuitvoering gericht aan slachtoffers" (nr. 2533)**

08.01 Maya Detiège (sp.a): Veel slachtoffers van gewelddadige feiten zijn niet op de hoogte van hun rechten omdat zij de brieven die zij van Justitie krijgen, niet begrijpen. Niet iedereen weet wat een parket of een raadkamer is. Bovendien zijn de brieven op een oubollige manier opgesteld.

Wie stelt de communicatie op? Hoeveel procent van de slachtoffers tekent in op de brieven? Hoeveel klanten begeleidt een justitiehuis? Welk percentage van de slachtoffers is dat? Hoeveel slachtoffers stellen zich burgerlijke partij? Wat vindt de minister van het idee om per rechtbank twee communicatiedeskundigen aan te duiden om de rechtsgang duidelijker te maken voor de slachtoffers? Zal de minister een initiatief in deze richting nemen?

08.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): De laatste jaren is er zeer veel aandacht besteed aan de positie van slachtoffers. Ik denk bijvoorbeeld aan de financiële schadeloosstelling, de diensten voor slachtofferbejegening, de justitieassistenten, de samenwerkingsprotocollen met de Gemeenschappen. Fundamenteel is uiteraard het recht op informatie gedurende de hele strafrechtspleging. Die informatieverstrekking kan wellicht beter. Tijdens het Europese voorzitterschap hebben wij een groot debat gehad over de *letter of rights*, het eenvoudig en toegankelijk formuleren van iemands juridische mogelijkheden.

Het College van procureurs-generaal heeft enkele jaren geleden binnen het expertisenetwerk voor slachtofferbeleid een werkgroep opgericht die zich moest buigen over de informatievertrekking aan de slachtoffers. De conclusies van deze werkgroep zijn in 2009 in een rondzendbrief opgenomen. In die circulaire worden de eenvormige 'attesten van klachtneerlegging' geïntroduceerd. Deze attesten worden automatisch aangemaakt door de informaticasystemen van de politie bij het opstellen van een proces-verbaal. In de attesten wordt de belangrijkste informatie vermeld op een transparante en leesbare wijze. Ze zijn door niet-specialisten op hun leesbaarheid en relevantie getest. Ook wordt erin verwezen naar brochures en internetsites, waar ook veel belang wordt gehecht aan de leesbaarheid.

Ook in een rondzendbrief van 2007 van het College van procureurs-generaal wordt een typebrief voor de slachtoffers over de vaststelling van de zaak voor de correctionele rechtbank voorgesteld. Het werk wordt voortgezet. Het expertisenetwerk buigt zich momenteel over de brieven van de parketten aan de slachtoffers. De leesbaarheid is belangrijk, maar correcte juridische informatie is dat natuurlijk ook. Begrijpelijke taal combineren met juridisch vakjargon is geen sinecure.

De politie, het parket en het justitiehuis van Antwerpen organiseren feedbacksessies met slachtoffers en daders. In het najaar van 2010 vonden er drie plaats. Die zijn goed verlopen, al hadden maar weinig slachtoffers de weg naar de dienst Slachtofferonthaal gevonden, ondanks de slachtoffervriendelijke attesten die bij het opmaken van het pv worden meegegeven. Daarin wordt op het bestaan van de dienst gewezen. Misschien moeten we het aanbod nog eens apart met een brief naar het slachtoffer sturen. Tijdens de eerste momenten na een misdrijf krijgen de slachtoffers een toevloed aan informatie te verwerken en zien zij door de bomen het bos niet meer. Het justitiehuis van Antwerpen heeft daarom op last van het parket een nieuwe werkwijze ontwikkeld. De slachtoffers worden aangeschreven en uitgenodigd voor een bezoek aan de dienst Slachtofferonthaal.

Ik waardeer het initiatief in Antwerpen in grote mate. De werkwijze om het aanbod systematisch en geïntegreerd kenbaar te maken aan de slachtoffers, is pas officieel van kracht vanaf 1 februari 2011. Het is dus nog te vroeg voor cijfers.

08.03 Maya Detiège (sp.a): Goede communicatie begint met een eenvoudige, duidelijke brief in mensentaal. Het stelt me niet echt gerust dat er in het verleden blijkbaar al initiatieven zijn genomen om de communicatie te verbeteren. Het komt erop aan dat sommige zinnen door specialisten moeten worden hertaald in mensentaal.

Het incident is gesloten.

09 Samengevoegde vragen van

- de heer Daniel Bacquelaïne aan de minister van Justitie over "de vestiging van een radicale moslimschool in Borgerhout" (nr. 2547)

- de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de Dar al-Hadieth-avondschoon in Borgerhout" (nr. 2587)

09.01 Daniel Bacquelaine (MR): Volgens de pers werd er onlangs in Borgerhout een radicale islamitische school geopend, waar Arabisch en godsdienst worden onderwezen. Die school draagt de naam van een extremistische Jemenitische stichting, en twee leraren zouden verbonden zijn aan een centrum in Jemen, dat bekendstaat als een kweekvijver voor godsdienstfanatici en aanhangers van Al Qaeda.

Hoe kan de federale overheid voorkomen dat er in ons land activiteiten ontwikkeld worden, die een bedreiging vormen voor de staatsveiligheid en het voortbestaan van de democratische rechtsorde? Werden er strafbare feiten vastgesteld? Loopt er een onderzoek?

Wanneer een dergelijke school in een gemeente de deuren opent, kan het gemeentebestuur dan de Veiligheid van de Staat raadplegen om informatie over mogelijke risico's te verkrijgen? Kan het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse ter zake geen advies verstrekken aan de bevoegde autoriteiten?

09.02 Bert Schoofs (VB): Ik sluit mij aan bij de analyse en de vraagstelling van de heer Bacquelaine. Ik verheug mij over het feit dat men in het Franstalige landsgedeelte ook geïnteresseerd is in het fundamentalisme dat in Vlaanderen de kop opsteekt.

09.03 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Mijn diensten informeerden mij over de oprichting van de school Dar al-Hadieth te Borgerhout. Deze school is ideologisch te situeren binnen het salafisme en het wahabisme, twee reactionaire stromingen in de hedendaagse islam. Wij zullen dit dossier opvolgen en ik veronderstel dat de Veiligheid van de Staat dit ook doet.

(Frans) De Veiligheid van de Staat mag zich niet uitspreken over lopende onderzoeken. Indien deze dienst bij de uitvoering van zijn opdracht overtredingen vaststelt, licht hij de bevoegde autoriteiten hierover in. De gemeentebesturen kunnen contact opnemen met de Veiligheid van de Staat, indien zij dat nuttig achten.

De Veiligheid van de Staat streeft er trouwens naar om de banden met de lokale autoriteiten nauwer aan te halen, teneinde in voorkomend geval in dergelijke dossiers efficiënter te kunnen optreden.

Zoals bepaald in de wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging is het OCAD belast met de analyse van de dreiging inzake het terrorisme en het extremisme. Teneinde te kunnen evalueren welke dreiging er eventueel van de moslimschool in Borgerhout uitgaat, heeft het OCAD op 2 februari bijkomende inlichtingen gevraagd aan de ondersteunende diensten: de Veiligheid van de Staat, de federale politie en het CGVS. Op basis van hun antwoord zal het OCAD de dreiging analyseren.

(Nederlands) Het OCAD heeft bijkomende informatie gevraagd en zal op basis daarvan een analyse maken.

09.04 Daniel Bacquelaine (MR): Er moet een standaardprocedure uitgewerkt worden, aan de hand waarvan de gemeenten contact kunnen opnemen met de Veiligheid van de Staat ingeval er zo een school op het grondgebied van de gemeente zou worden geopend. De meeste gemeenten weten niet welke procedure ze moeten volgen als ze zich zorgen maken of met twijfels zitten op dat gebied.

09.05 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Dat is ook gebeurd: de Veiligheid van de Staat heeft infobijeenkomsten georganiseerd voor de lokale overheden over de wet, de mogelijkheden en de meldpunten in geval van twijfel over mogelijke terroristische activiteiten.

09.06 Bert Schoofs (VB): Het gaat hier uiteraard niet over een school met onze beschavingsnormen. Wij moeten voorkomen dat deze school een soort opleidingscentrum wordt en dat de veiligheid in het gedrang komt. De Veiligheid van de Staat moet zich hierop concentreren in plaats van binnenlandse organisaties of politieke partijen het leven zuur te maken.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Juliette Boulet aan de minister van Justitie over "de houding van de internationale justitie ten aanzien van Tunesië" (nr. 2576)

10.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): De Tunesische minister van Justitie zou een internationaal aanhoudingsbevel hebben uitgevaardigd tegen ex-president Ben Ali en sommige van zijn familieleden, die worden vervolgd wegens het illegaal verkrijgen van goederen en onwettige geldtransfers naar het buitenland. Ook tegen zes leden van de presidentiële garde zou er een onderzoek lopen.

In hoeverre zou België verplicht zijn gevolg te geven aan die aanhoudingsbevelen indien één van de voortvluchtigen de wijk zou nemen naar ons land? Zou het niet aangewezen zijn dat u gebruik maakt van uw positief injunctierecht in het kader van de genocidewet? Sommige van die personen hebben immers misdaden tegen de mensheid op hun geweten en het Tunesische volk eist dat ze daarvoor verantwoording afleggen. Kan men er niet voor zorgen dat Tunesië snel tot het Internationaal Strafhof kan toetreden? Valt de oprichting van een speciaal internationaal tribunaal voor Tunesië te overwegen? Hebt u daarover contacten gehad met uw Tunesische ambtgenoot?

10.02 Minister Stefaan De Clerck (*Frans*): België en Tunesië hebben een bilateraal uitleveringsverdrag gesloten, waardoor Tunesië België kan verzoeken iemand uit te leveren op grond van een internationaal aanhoudingsbevel. Een dergelijk verzoek, dat aan alle inhoudelijke voorwaarden en vormvereisten moet voldoen, moet overeenkomstig het verdrag, de uitleveringswet van 15 maart 1874 en de nationale en internationale rechtspraak worden onderzocht. Vooraf kan Tunesië een verzoek indienen voor de voorlopige aanhouding van de personen van wie het de uitlevering wenst te verkrijgen. Dit verzoek moet voldoen aan alle inhoudelijke voorwaarden en vormvereisten die in voornoemde bepalingen worden opgesomd. De minister van Justitie neemt de beslissing tot uitlevering, na advies van de kamer van inbeschuldigingstelling.

De Belgische rechtbanken zijn bevoegd om misdaden tegen de mensheid te bestraffen, indien de ten laste gelegde feiten misdaden tegen de mensheid zijn, zoals bepaald in artikel 136^{ter} van het Strafwetboek. Zo moeten de geïncrimineerde feiten gepleegd zijn in het kader van een veralgemeende of stelselmatige aanval op burgerbevolking. De vervolging kan enkel worden ingesteld op verzoek van de federale procureur, die eventuele klachten beoordeelt. Bovendien is de bevoegdheid van de Belgische jurisdictie beperkt ten aanzien van personen die krachtens het internationaal recht immuniteit genieten.

Tunesië is geen partij bij het Statuut van Rome van het Internationaal Strafhof. Volgens de informatie waarover ik beschik, heeft de overgangsregering van Tunesië te kennen gegeven dat ze zal toetreden tot het Statuut van Rome, evenals tot diverse andere internationale instrumenten met betrekking tot de mensenrechten.

Het Hof zou enkel bevoegd zijn voor misdaden die gepleegd werden na de inwerkingtreding van het Statuut voor Tunesië, d.i. de eerste dag van de maand die volgt op de zestigste dag na de neerlegging van het instrument van ratificatie, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

Het Statuut van Rome biedt de verdragsstaten echter de mogelijkheid van die regel af te wijken, indien ze een verklaring afleggen om het Hof in staat te stellen zijn rechtsmacht uit te oefenen met betrekking tot een misdaad tegen de mensheid die gepleegd werd na 1 juli 2002.

Wat de kwestie van de oprichting van een speciaal tribunaal voor Tunesië betreft, wil ik eraan herinneren dat het Internationaal Strafhof een permanent rechtscollege is met een universele werking, dat bevoegd is voor het bestraffen van genocide, misdaden tegen de mensheid en oorlogsmisdaden.

Dat Hof werd onder andere opgericht om te voorkomen dat er te veel internationale ad-hocstraftribunalen zouden worden opgericht, want dat is een complexe aangelegenheid.

Ik heb nog geen contact gehad met mijn nieuwe Tunesische ambtgenoot.

10.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Al die zaken hangen inderdaad samen. Ik ben blij dat er een uitleveringsovereenkomst bestaat tussen België en Tunesië en ik hoop dat er indien nodig een beroep op kan worden gedaan. Aangezien ad-hoctribunalen een dure aangelegenheid zijn, vind ik dat we ervoor moeten ijveren dat Tunesië snel kan toetreden tot het Internationaal Strafhof. Het is tevens wenselijk dat artikel 62 in werking zou treden, opdat feiten die na 2002 zijn gepleegd, op verzoek van Tunesië zouden kunnen worden geïnventariseerd.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van mevrouw Juliette Boulet aan de minister van Justitie over "de af luisterapparatuur in het Justus Lipsiusgebouw" (nr. 2578)

11.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): In 2003 stond er in de pers te lezen dat er af luisterapparatuur was ontdekt in het Justus Lipsiusgebouw in Brussel. Volgens sommige bronnen ging het zelfs om spionageapparatuur van de Israëlische geheime dienst.

Het Comité I bracht daar onlangs een rapport over uit. Daarin stelt het dat men in die spionagezaak getalmd zou hebben met het onderzoek en dat de Veiligheid van de Staat alsmede de federale procureur het verslag zouden hebben afgeraffeld.

Had de wet houdende de wijziging van artikel 47octies van het Wetboek van strafvordering betreffende de samenwerking met buitenlandse infiltranten, die enkele maanden geleden aangenomen werd, iets aan de zaak kunnen veranderen? Had België in het licht van die wet op de hoogte moeten worden gebracht van die situatie? Had ons land Mossad-agenten de toegang tot het grondgebied kunnen ontfangen?

11.02 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Contraspionage valt onder de bevoegdheid van de Veiligheid van de Staat. Deze heeft echter noch de prerogatieven noch de expertise om fysiek te voorkomen dat er af luisterapparatuur in gebouwen wordt geplaatst. De Veiligheid van de Staat is geenszins gemachtigd om gebouwen van de Raad te beveiligen.

De verantwoordelijkheid voor de fysieke bescherming van een gebouw ligt in de eerste plaats bij de aannemer, en in de tweede plaats bij de eigenaar. Af luisterapparatuur wordt vaak geïnstalleerd terwijl gebouwen nog in aanbouw zijn. Wij willen het vertrouwen van onze Europese partners behouden. Het is wellicht aangewezen dat er veiligheidsprocedures worden uitgewerkt voor gebouwen die uit hoofde van hun bestemming het doelwit van spionage kunnen zijn.

Volgens mij moet dit probleem op een andere manier worden benaderd, maar dat is tot nu toe niet gelukt. Ik geloof wel dat wij enige verantwoordelijkheid dragen voor de gebouwen van de Europese en andere internationale instellingen. Bepaalde procedures zouden kunnen voorkomen dat er tijdens het bouwproces af luisterapparatuur in gebouwen wordt geïnstalleerd. De Nationale Veiligheidsdienst zou haar expertise ter zake ter beschikking kunnen stellen.

Zodra het Veiligheidsbureau van de Raad daarom had verzocht, heeft de Veiligheid van de Staat onmiddellijk haar medewerking verleend. De Veiligheid van de Staat heeft ook de politieke overheden op de hoogte gebracht. Op uitdrukkelijk verzoek van de Raad van de Europese Unie heeft de Veiligheid van de Staat het parket niet meteen ingelicht. Meer dan een maand na de ontdekking van de af luisterapparatuur (15 april 2003) werd door de Raad een klacht ingediend bij de Belgische gerechtelijke autoriteiten.

De Veiligheid van de Staat is op 13 juni 2003 ingegaan op het verzoek om technische bijstand van de met het onderzoek belaste magistraat.

De prerogatieven van de Veiligheid van de Staat en de instrumenten waarover ze beschikt zijn meer bedoeld voor proactieve onderzoeken en minder geschikt voor onderzoeken als reactie op bepaalde gebeurtenissen. Ten tijde van deze zaak maakte de Veiligheid van de Staat voor het verzamelen van informatie vooral gebruik van open bronnen en deed ze een beroep op informanten. De Veiligheid van de Staat mag dus geen verdachten verhoren.

Uit het onderzoek van de Veiligheid van de Staat kon niet met zekerheid worden opgemaakt wie de opdracht tot het af luisteren had gegeven. De Veiligheid van de Staat heeft nog geen kennis genomen van de inhoud van het gerechtelijk onderzoek, maar het is duidelijk dat het parket geen vervolging heeft ingesteld.

Intussen werden er wetten inzake de bijzondere inlichtingenmethodes goedgekeurd. Indien die wetgeving destijds had bestaan, was zulks het onderzoek zeker ten goede gekomen. Voortaan beschikt de Veiligheid van de Staat ook over een nieuw operationeel centrum voor het beheer en de coördinatie van complexe

operaties.

Artikel 47octies van het Wetboek van straffordering, zoals gewijzigd bij wet van 29 december 2010, bepaalt dat enkel de leden van de directie van de speciale eenheden van de federale politie de politionele onderzoekstechnieken in het kader van een infiltratie kunnen aanwenden. Mits voorafgaand akkoord van de federale procureur kan in voorkomend geval worden samengewerkt met buitenlandse, speciaal daartoe opgeleide en bevoegde, ambtenaren. De buitenlandse rechtshandavingsdiensten hangen in dat geval af van de bevoegde Belgische autoriteiten en staan onder hun gezag.

Die wettelijke bepalingen zijn uitsluitend van toepassing op gerechtelijke onderzoeken en staan los van de opdrachten van de Veiligheid van de Staat. Ze zouden niets hebben veranderd aan de geschetste situatie en dat was overigens ook niet de bedoeling ervan.

Het nieuwe wetsartikel is puur technisch van aard en legt de juridische grondslag voor elke vorm van samenwerking met buitenlandse undercoveragenten. Behalve voor enkele liaisonofficiëren die daartoe door hun Staat werden geaccrediteerd, werden de Belgische autoriteiten nooit officieel op de hoogte gebracht van de aanwezigheid van buitenlandse inlichtingenofficiëren op ons grondgebied. Het is onmogelijk om buitenlandse agenten, zoals die van de Israëlische geheime dienst Mossad, de toegang tot het Belgische grondgebied te weigeren.

11.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): De aanwezigheid van de Europese instellingen in ons land zal nog aanleiding geven tot infiltraties en we kunnen daar vrij weinig tegen beginnen.

Het incident is gesloten.

12 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Carina Van Cauter** aan de minister van Justitie over "het tekort aan magistraten in de Brusselse rechtbank van koophandel" (nr. 2654)
- mevrouw **Sophie De Wit** aan de minister van Justitie over "de overbelasting van de rechtbank van koophandel te Brussel" (nr. 2656)
- de heer **Olivier Maingain** aan de minister van Justitie over "het tekort aan gerechtelijk personeel in verhouding tot het toenemend aantal faillissementen in Brussel" (nr. 2695)
- de heer **Peter Logghe** aan de minister van Justitie over "de werkdruk op het Brussels gerecht door faillissementszaken" (nr. 2698)
- mevrouw **Sophie De Wit** aan de minister van Justitie over "het uitblijven van benoemingen van rechters in handelszaken bij de rechtbanken van koophandel" (nr. 2708)

12.01 Carina Van Cauter (Open Vld): Zowel de zittende als de staande magistratuur klagen over het tekort aan magistraten bij de rechtbank van koophandel in Brussel. Uit het verslag van de Hoge Raad blijkt dat partijen steeds langer moeten wachten op fixatie van een pleitdatum voor zaken die 'in staat' zijn. Die wachtduur is opgelopen van vier maanden in 2007 tot elf maanden voor Franstalige zaken en twaalf maanden voor Nederlandstalige zaken in 2010. Die wachtduur komt bovenop de tijd die al verliep voor het inleiden van een procedure en het uitwisselen van conclusies. Dat is een onhoudbare zaak. Bedrijven die wachten op een veroordeling van een slechte betaler komen daardoor zelf in de moeilijkheden en dat is een van de oorzaken van het hoge aantal faillissementen: 2.316 faillissementen in het voorbije gerechtelijk jaar.

Telkens dit probleem wordt aangekaart, verwijst de minister naar de werklasmeting. Daarmee werd in 2004 gestart. Het zou het ultieme middel zijn om uit te maken hoeveel magistraten waar precies moeten worden ingezet.

We zijn nu 2011. Hoelang moeten we nog wachten? Kan de minister ons een stand van zaken geven? Hoeveel magistraten zijn er nodig op de rechtbank van koophandel in Brussel?

12.02 Peter Logghe (VB): Het Brussels gerecht kreunt onder het enorme aantal faillissementen, 2.316 vorig jaar. Er zou zowel een tekort zijn aan rechters als aan gespecialiseerde openbare aanklagers in het gerechtelijk arrondissement. De Vlaamse gerechtelijke arrondissementen waren in het verleden vragende partij voor een objectieve werklasmeting. Daar is men er van overtuigd dat de werklasmeter er zwaarder is dan in bepaalde Franstalige arrondissementen en ooit circuleerden hier cijfers die dat bevestigden. Nadien geraakte

dit cijfermateriaal bedolven onder een technische uitleg. De vraag naar een globale werklastmeting blijft overeind en bovendien moeten er dit keer conclusies worden uit getrokken op alle niveaus.

Kan de minister een evolutie geven van het personeelsbestand in de rechtbanken vanaf 2005 zodat wij kunnen nagaan of er conclusies werden getrokken uit de al uitgevoerde werklastmeting?

12.03 Sophie De Wit (N-VA): Het probleem van de faillissementszaken bij de Brusselse rechtbank werd al geschetst. Men vraagt daar dringend om versterking. Het aantal magistraten wordt nog steeds berekend op basis van het aantal inwoners en dat geeft in Brussel een vertekend beeld omdat daar voornamelijk bedrijven hun zetel hebben. Omdat het gerecht in Brussel steeds trager werkt, verplaatsen veel bedrijven nog snel hun zetel naar Brussel om nog wat tijd te winnen. Dat zorgt voor extra werk voor de Brusselse rechtbanken. Ten slotte is er ook de nieuwe faillissementswet uit 1997. Wanneer men een faillissementsverklaring wil uitspreken zonder de handelaar te horen, moet men dat doen op dagvaarding door het parket. Er waren extra parketmagistraten beloofd om dat te kunnen uitvoeren, maar de uitvoeringsbesluiten zijn er nooit gekomen.

Kan de minister bevestigen dat het aantal magistraten in Brussel eigenlijk niet klopt? Kan hij in het kader van de lopende zaken daar iets aan doen? Kan men beletten dat bedrijven die aan de rand van het faillissement staan nog snel hun maatschappelijke zetel verhuizen naar Brussel? Wanneer komen de in 1997 beloofde extra magistraten in dienst? Waarom zijn er geen uitvoeringsbesluiten bij de faillissementswet van 1997 en kan de minister in een periode van lopende zaken desbetreffend initiatieven nemen?

In tijden van lopende zaken kunnen geen lekenrechters worden benoemd bij de rechtbanken van koophandel, dit in tegenstelling tot de arbeidsrechters in sociale zaken. Vele plaatsen zijn daardoor niet ingevuld. Hoe zal de minister de werking van de rechtbanken van koophandel garanderen? Negentig procent van de rechters zijn lekenrechters en zonder die benoemingen loopt stilaan alles mank. Waarom dat verschil tussen lekenrechters in arbeidsrechtbanken en in rechtbanken van koophandel? Kan de minister verduidelijken welke benoemingen hij in een periode van lopende zaken kan doen, zowel betreffende beroepsrechters, lekenrechters als griffiepersoneel?

12.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Het kader van de rechtbank van koophandel van Brussel mag 24 rechters tellen, waarvan een voorzitter en 4 ondervoorzitters, 23 plaatsvervangende rechters en 190 rechters in handelszaken. Het kader werd voor het laatst aangepast in 1998, op basis van een genuanceerde evaluatie van de bestaande werkdruk, en toen verhoogd met twee eenheden. Sinds 7 februari 2011 is er een vacature, een tweede plaats komt vrij per 1 maart. Afgezien van de gebruikelijke evoluties is dit kader eigenlijk compleet. Bij de 23 plaatsvervangende rechters zijn 5 plaatsen vacant geworden in de tweede helft van het jaar 2010, waarvan er voorlopig slechts 1 vacature zal worden opgevuld. Wat de benoemingen van de beroepsmagistraten betreft, is er in principe geen continuïteitsprobleem, omdat de Hoge Raad voor de Justitie de voordrachten doet. Voor de rechters in handelszaken, net als voor de rechters in sociale zaken en de raadsheren in handelszaken, is er echter geen tussenkomst van de Hoge Raad. Voor die benoemingen en bevorderingen wordt daarom in een rondzendbrief aangedrongen op de grootste voorzichtigheid. Daarom krijgen de dossiers geen verder gevolg voor wat de consulaire rechters in de handelszaken betreft. Zij kunnen dus niet verder worden aangevuld. Inmiddels zijn er al 150 tot 175 vacatures die niet ingevuld geraken, zodat ik een initiatief wil nemen.

De situatie wordt zorgwekkend op bepaalde plaatsen en ik heb gevraagd dat in alle gevallen wordt onderzocht of er een specifiek probleem is.

Voor het parket is het probleem prangend. Zo zijn door de wettelijk vereiste tweetaligheid al jaren vele van de 92 plaatsen voor parketmagistraten bij de rechtbank van eerste aanleg in Brussel niet ingevuld. Daarom werden aan het rechtsgebied van het hof van beroep te Brussel 17 extra substituut-procureurs des Konings toegewezen en is hun totale aantal dus veel groter dan in de overige rechtsgebieden. Ook parketjuristen werden toegevoegd, waarbij Brussel 35 procent van het totaal voor haar rekening neemt.

Sinds 2008 is er een protocol tussen de rechtbank van Brussel, de minister van Justitie, de procureurs-generaal en de procureurs des Konings over de afhandeling van de financiële zaken, waarin ook sprake is van bijkomende ondersteuningsfuncties aan het parket. Voor de begroting voor 2011 had ik extra middelen gevraagd voor de uitbreiding met 24 juristen voor het hele land, maar dat kan voorlopig niet omdat de regering in een periode van lopende zaken is.

Het ambtshalve faillissement is inderdaad in 1997 afgeschaft, maar om misbruiken tegen te gaan is vervolgens wel artikel 8 ingevoerd, waardoor de procedure kan worden ingezet tot voorlopige ontneming van de goederen van de schuldenaar.

De kamers voor handelonderzoek spelen ook een belangrijke rol bij het opsporen van faillissementen. Daar kan men in het raam van de nieuwe wetgeving adequaat opvolgen welke bedrijven moeten verdwijnen.

In 2008 is een protocol afgesloten om werklasmetingen uit te voeren. Het Vast Bureau Statistiek en Werklasmeting heeft metingen uitgevoerd voor het correctionele gedeelte en moet nu zo snel mogelijk beginnen aan het burgerlijke gedeelte. Dit evolueert echter trager dan gepland. Tegen eind maart worden de rechtbanken van koophandel aangeduid die zullen dienen als proefsites. We willen nu al weten welke rechtbanken de werklasmetingen op eerste aanleg zullen aanpakken zodat er een voorsprong kan worden opgebouwd. Ik heb nog geen definitieve cijfers. De typeprocedures moeten nu eerst worden gekwantificeerd en daarover is een wetenschappelijk onderzoek gevraagd. Eenmaal de precieze werklasmeting bekend is, zal men conclusies kunnen trekken over de precieze noden, iets wat momenteel voorbarig is. Door de informatisering kunnen we trouwens ook makkelijker achterhalen hoeveel dossiers van welk type er op elk gegeven ogenblik zijn behandeld, en ik geloof meer in automatisering als basis van werklasmetingen voor de toekomst.

Ik denk dat we de werklasmeting in de hoven van beroep van Bergen en Antwerpen op korte termijn kunnen afhandelen en dat we dan verder de berekeningen kunnen maken voor alle kaders. De kaders van de rechtbanken van koophandel volstaan voor mij. Enkel het probleem van de rechters in handelszaken moet nu prioritair worden aangepakt. Ik zal daartoe een rondzendbrief over lopende zaken proberen aan te passen.

12.05 Carina Van Cauter (Open Vld): Het probleem is niet dat de kaders niet ingevuld zijn, maar dat de magistraten zeggen dat zij de werklasmeting met het huidige kader niet aankunnen. Negeren we die klacht of doen we daar iets mee? Volgens het verslag van de Hoge Raad zijn we in 2007 gestart met een fixatieduur van vier maanden. In 2008 ging het al om zeven maanden, bijna een verdubbeling. Intussen loopt de gerechtelijke achterstand verder op, om vandaag te komen tot een wachtduur van twaalf maanden in Nederlandstalige zaken en tien tot elf maanden in Franstalige zaken. De cijfers betreffende de werklasmeting zijn er intussen, maar ze worden niet toegepast. Waar ligt de slechte wil?

12.06 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): U hebt het over het openbaar ministerie. Die cijfers zijn bekend.

12.07 Carina Van Cauter (Open Vld): Het openbaar ministerie is ook een aspect. Waarom koppelen we niet de nodige consequenties aan die cijfers? Het protocol inzake de zetel moest zijn vruchten afgeworpen hebben eind 2009. We zijn nu 2011. Dat is toch niet meer ernstig?

Ik vernoem ook het Ecofin-dossier, de strijd tegen de fiscale fraude. Hoe kunnen we die strijd aanpakken wanneer het zes en een half jaar duurt om vaststellingen te kunnen doen? Ofwel is er een probleem van mentaliteit, ofwel is er een probleem van mensen en middelen. Het is het een of het ander.

Voorzitter: Sarah Smeyers

12.08 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ik heb besprekingen gevoerd omdat er problemen waren met het hof van beroep van Brussel. We hebben daar initiatieven genomen voor de benoemingen en voor een eerste directeur, als nieuw initiatief. De magistraten moeten weten dat zolang er geen resultaten zijn inzake werklasmeting, ik geen kaders aanpas. Zij moeten onderling solidair en verantwoordelijk zijn om de afspraken na te komen en dat in eerste instantie op het hof van beroep. Ik probeer nu te versnellen op het niveau van eerste aanleg en ik zoek de rechtbanken die bereid zijn om mee te werken. Ik ben bereid om met Brussel samen te werken, maar ik wil wel de absolute zekerheid dat de rechtbank van koophandel voluit wil meewerken.

12.09 Sophie De Wit (N-VA): Het enige wat mij frappeert is dat de minister pas vorig jaar gestart is met het uitvoeringsbesluit van de wet van 1997 en gevraagd heeft om budgetten in te schrijven voor 2011. Dat lijkt me ongelooflijk laat.

12.10 **Peter Logghe** (VB): Ik neem er nota van dat de werklastmeting bij de hoven van beroep bijna afgerond is en dat er nu moet begonnen worden aan de andere niveaus. Pas wanneer alle cijfers er zijn kunnen we overgaan tot de meting zelf en dan pas tot de implementatie van de conclusies.

12.11 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Ik heb in 1998 de kaders aangepast en de berekening gemaakt met het oog op de nieuwe wet. De faillissementswet en het kader zijn dus aangepast in 1998 en niet in 2011.

Vorig jaar heb ik gezegd dat ik de zaak van de werklastmeting zelf in handen zou nemen. In de periode van lopende zaken had ik echter niet de mogelijkheden om operationeel voluit te gaan. Ik heb wel een aangepast protocol gemaakt, ik heb gevraagd wat de problemen waren, ik heb de middelen ter beschikking gesteld en ik heb een universitaire equipe ingeschakeld. Ik zal zorgen dat het vooruit gaat en dat dit wordt afgerond.

Het incident is gesloten.

13 **Vraag van mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "het misbruik van het systeem van juridische tweedelijnsbijstand aan de Hasseltse balie" (nr. 2655)**

13.01 **Sophie De Wit** (N-VA): Bij de Hasseltse balie werd misbruik gemaakt van het pro-Deosysteem. Veel gevangenen zeiden geen vertrouwen meer te hebben in de hun toegewezen raadsman, waarna zij zelf iemand mochten aanduiden, die dan door het Bureau voor Juridische Bijstand (BJB) werd vergoed. Het viel op dat steeds dezelfde advocaten werden gevraagd. De Orde van Vlaamse Balies heeft intussen de controle verhoogd: als het gebrek aan vertrouwen niet kan worden aangetoond, wordt de volgende advocaat niet door het BJB vergoed.

Wat was de omvang van het misbruik? Gebeurt dit ook bij andere balies? Kan het bewijs van een gebrek aan vertrouwen wettelijk worden verankerd of volstaat de maatregel van de Orde van Vlaamse Balies om het probleem op te lossen?

13.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Blijkbaar is de berichtgeving onjuist. Elke rechtzoekende is vrij om zelf een advocaat te kiezen. Als de rechtzoekende zelf geen advocaat aanduidt, dan duidt het BJB er een aan.

Volgens het vademecum van de balie kan een pro-Deoadvocaat slechts ontslag krijgen als hij geschrapt wordt, als er gegronde klachten zijn of als er een gemis aan vertrouwen is. De balie van Hasselt heeft beslist dit laatste punt strikt toe te passen en er streng op toe te zien of er inderdaad een gemis van vertrouwen is. Dat is alles. De balie heeft geen nieuw reglement opgesteld.

Er is geen sprake van misbruik van het pro-Deosysteem. Als rechtzoekenden allemaal dezelfde advocaat willen, dan kan ik daar weinig aan doen. Er is enkel een deontologisch probleem als blijkt dat advocaten gericht cliënten zouden ronselen. In dat geval kan de stafhouder optreden.

Er is geen misbruik van overheids geld. De advocaat die een pro-Deoadvocaat vervangt, moet de punten delen. Aan twee opeenvolgende advocaten worden dus maar evenveel punten toegekend als aan één pro-Deoadvocaat die de hele procedure voert.

Bij mijn weten is er noch in Hasselt noch aan andere balies sprake van misbruik. Nieuwe maatregelen zijn dus niet nodig.

13.03 **Sophie De Wit** (N-VA): Hoe kan men een gebrek aan vertrouwen meten? Ik weet uit de praktijk dat de punten heus niet altijd worden gedeeld. Misschien moeten we ons daar bij de nieuwe benadering van het pro-Deosysteem, als gevolg van het arrest-Salduz, eens over buigen.

Het incident is gesloten.

14 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de vrijlating van drie verdachten van inbraken in Paal-Beringen" (nr. 2589)

- mevrouw Daphné Dumery aan de minister van Justitie over "minderjarige asielzoekers en criminele feiten" (nr. 2704)

14.01 Bert Schoofs (VB): Drie kerels, twee minderjarigen en één meerderjarige, afkomstig uit ex-Joegoslavië, die verdacht werden van inbraken in Paal-Beringen, werden vrijgelaten door het gerecht omdat ze hier met hun ouders verblijven.

Kan de minister mij zeggen of de politiehelikopter die is uitgerukt, speciaal voor deze feiten werd opgeroepen? Hoeveel agenten namen deel aan de actie? Is de Belgische woonplaats van de verdachten bekend? Zijn zij bekenden van het gerecht? Met welke motivering werden zij vrijgelaten?

14.02 Daphné Dumery (N-VA): Volgens de pers werden de jongeren vrijgelaten omdat ze vergezeld waren van hun ouders toen ze in ons land aankwamen. Ik vind dat maar een vreemde reden.

Wat gebeurt er met de andere criminelen die bij deze zaak zijn betrokken? Is de informatie over de reden van de vrijlating correct? Waarom is het feit of zij al dan niet met hun ouders naar hier zijn gekomen, zo belangrijk? Hoe verklaart de minister de snelle vrijlating?

14.03 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Het parket deelt mee dat de parketmagistraat autonoom en op basis van elementen in het dossier heeft beslist om niet voor te leiden. De procureur van Hasselt zegt dat het onderzoek normaal wordt voortgezet en een passend gevolg zal krijgen.

Het inzetten van een helikopter was een beslissing van de politie.

14.04 Bert Schoofs (VB): Ik heb mijn vraag op 7 februari ingediend, tijd genoeg dus om voldoende informatie op te vragen, maar de minister weet zelfs minder dan de pers! Hij kan zelfs niet zeggen waar de verdachten wonen. Als ik dit antwoord hoor, dan kan ik alleen maar concluderen dat Justitie totaal verloren is.

14.05 Daphné Dumery (N-VA): Ik heb ook geen antwoord op mijn vraag gekregen: wordt er een onderscheid gemaakt tussen minderjarige criminelen die met hun ouders en minderjarige criminelen die zonder hun ouders naar hier zijn gekomen?

14.06 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Ik zie dat dit antwoord kort na de feiten is opgesteld. Het voldoet inderdaad niet. Ik zal meer uitleg vragen en hierop terugkomen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De minister moet de commissie verlaten om 17 uur. Dit was dus de laatste vraag.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.56 uur.